



**CORAP**

Coalition des Organisations de la Société Civile  
pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique

# GUIDE POUR LES COMMUNAUTÉS

## SUR LES IMPACTS DE L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

Kinshasa, Juillet 2023

# **GUIDE POUR LES COMMUNAUTÉS SUR LES IMPACTS DE L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES**

---

**Kinshasa, Juillet 2023**



**NOUS VOULONS UNE  
TRANSITION VERS LES  
ÉNERGIES  
RENOUVELABLES**



**SUPER  
DRY  
CALIF.**

demain j  
ux vivre  
ons le  
ole

# TABLE DES MATIERES

01   PLAN DU GUIDE	3
02   A PROPOS DE L'ORGANISATION	5
03   LISTES DES ABREVIATION	6
I.   INTRODUCTION	9
01   MOTIVATION POUR LA PRODUCTION DU GUIDE	12
01.   NOTION SUR LES HYDROCARBURES	14
02   THÉORIES SUR LES IMPACTS DE L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES	18
III.   QUELQUES EXPÉRIENCES DES EXPLOITATIONS DES HYDROCARBURES	24
01   RDC : MUANDA	25
02   NIGÉRIA: DELTA DU NIGER	31
03   ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE. ÉTAT DE CALIFORNIE	32
IV.   LES ENJEUX DES APPELS D'OFFRE POUR L'EXPLOITATION DES BLOCS PÉTROLIERS ET GAZIERS EN RDC	34
01   QUE RETENIR DE L'AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LES APPELS D'OFFRES D'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES EN RDC ?	35
02   QUELS BÉNÉFICES POUR LA RDC	40
03   QUE PENSENT LES COMMUNAUTÉS	41
V.   QUELS RISQUES DE L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES POUR LA RDC	14
VI.   ALTERNATIVES	44
VII   CONCLUSION	50



# Remerciement

Nos remerciements s'adressent à toutes les personnes de bonne volonté qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration du présent guide qui vise à renforcer la sensibilisation des communautés sur les impacts de l'exploitation des hydrocarbures.

**Nous remercions particulièrement Monsieur Emmanuel MUSUYU, Secrétaire Exécutif de la CORAP, assisté par Monsieur Jérémie MUPEPE pour leurs contributions importantes dans la recherche pour l'élaboration du présent guide.**

Également, nous adressons nos remerciements à Maître Olivier NDOLE, Monsieur Apolinaire NSOKA, Monsieur Patient MUAMBA, Monsieur Jean Baptiste LUBAMBA, Madame Clemence Petit Perrot ainsi que tous les membres du Staff de CORAP (Justin MOBOMI, Iris KASHINDI, Djuma KUMBOKOSO et Naomie KAZADI), pour le temps accordé à la relecture du document.

Nous saluons aussi la participation des organisations suivantes : CREFDL : Centre de recherche en finance publique et développement local ; CODED : Centre congolais pour le Droit du développement durable ; ACEDH : Alerte Congolaise pour l'Environnement et les droits de l'Homme ; IDEL : Initiative pour le Développement Local ; APEM : Actions pour la Promotion et Protection des Peuples et Espèces Menacés ; GRADI ASBL ; IDPE ; ADICO : Action pour le Développement du Congo ; CENADEP : Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire ; GTF : Groupe de Travail sur la Foresterie ; RADIO WORKSHOP ; JPT : Justice Pour Tous ; MJPE RDC ; CDC RN : Cadre De Concertation de la Société Civile de l'Ituri Sur Les Ressources Naturelles ; CEDEN : Cercle pour la Défense de l'Environnement ; DGPA : Dynamique des Groupes des Peuples Autochtones ; IDPE ; IGED : Initiative pour la Gestion Durable de l'environnement ; FECOPEILE : Fédération des Comités des Pêcheurs Individuels du Lac Edouard.



# A propos de la Corap

La Coalition des Organisations de la Société Civile pour le suivi des Réformes et de l'Action Publique, CORAP, en sigle, est une plate-forme qui regroupe 55 organisations de la Société Civile.<sup>1</sup>

La CORAP a pour vision de placer la société civile au cœur de toutes les réformes en tant qu'interlocuteur incontournable dont les prises des positions sont porteuses et contribuent à la prise en compte du bien-être social des populations congolaises.

La CORAP a pour mission de mobiliser constamment les organisations de la société civile pour influencer positivement les politiques publiques en faveur des intérêts civils et politiques, socioculturels, économiques et environnementaux des communautés de base.

La CORAP a développé une expertise avérée dans la défense des droits et intérêts des communautés, à travers notamment le suivi des réformes mises en place par le gouvernement Congolais.

De manière spécifique, elle travaille pour influencer plusieurs réformes et actions publiques, le cas des réformes dans le secteur de l'énergie en faveur de la prise en compte des demandes des communautés locales. Un exemple de son influence est son implication dans le processus d'élaboration de la Politique Nationale de l'Énergie.

L'action de la CORAP est basée sur:

Les recherches,	Le renforcement des capacités
Le sensibilisation, La mobilisation,	Plaidoyer

## Contacts :

**Facebook :** CORAP <https://web.facebook.com/corapRDC>

**Twitter :** @CorapRdcongo

**Youtube :** CORAP CONGO <https://www.youtube.com/@corapcongo4786>

**Web :** <https://coraprdc.org>

Téléphone : 243811697699+/  

---

1. ASADHO, ACE, ACVDP, CAFEC, CATISO, CATSR, CDE, CDT, CENADEP, CEPROSOC, CNONGD, Conseil FSC, CODELT, CSC, CRONG/Kin, JADI, J.PA, JVE-RDC, Maison de Laïcité de Kinshasa, NAD-UNIKIN, PRODDDES, SADEC,, SYNAR, DRF/ Base, RDSP, EIENE, AJARC, CERVO, Tondele ONG, GTS Envi, CREDOS, MRJ Environnement, Mérou Dév, OCEAN, Hope Land, Beaux rêves, ACDD, MCDC, MJPE-RDC, RAOCB, MOJAC -RDC, RECIC, POFQ, ACDIC, CREFELD, CANACU, DEDDUR

---

## Liste des **abréviations**

°C : Degré Celsius

AIRM : Américaine Innovative Resources Management

CCAP : Contrôle Citoyen d'Action Publique

CCFD Terre Solidaire : Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire

CLIP : Consentement Libre, Informé et Préalable

CO2 : Dioxyde de carbone

COLO : Communautés Locales

CORAP : La Coalition des Organisations de la Société Civile pour le suivi des Réformes et de l'Action Publique,

EPPM : Engineering Procurement & Project Management

GES : Gaz à Effet de Serre

IFC : Société Financière Internationale

INSPQ : l'Institut Nationale de la Santé Publique du Québec

ONG : Organisation non gouvernemental

PA : Peuple Autochtones

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour l'Environnement,

RDC : République démocratique du congo

RENAD : Ressources naturelles et Développement

UNESCO : United Nations Educational Scientific and Cultural Organization

ZLECAF : Zone de Libre-Échanges Continentales Africains





## Résumé **exécutif**

Avec ses 25.000 barils produit par jour, la République Démocratique du Congo «RDC» n'est pas comptée parmi pays producteur du pétrole. Par contre, elle compte accroître sa production en exploitant au maximum son potentiel en ressources des hydrocarbures. Cette volonté s'est exprimée à travers le lancement par le gouvernement des Avis à Manifestation d'Intérêt, pour les appels d'offres d'attribution des droits d'hydrocarbures en RDC pour 27 Blocs pétroliers et 3 gaziers.

Devant cette situation, la Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique, CORAP en sigle, a initié la production du présent guide des communautés pour la sensibilisation sur l'exploitation des hydrocarbures, dans le but d'outiller les communautés face à l'exploitation de ses ressources et ses impacts.

Le présent guide comporte quatre parties essentielles, à savoir la première qui consiste à définir les concepts clés couramment utilisés dans le secteur des hydrocarbures, pour faciliter la compréhension des communautés, dans le contexte où le gouvernement compte se lancer dans une exploitation à grande échelle.

La deuxième partie du guide est basée sur les théories en rapport avec les impacts de l'exploitation des hydrocarbures en RDC et dans le monde. Ses informations sont basées sur les résultats des recherches et des expériences vécues dans le contexte de l'exploitation sur le plan environnemental, économique, socioculturel, sanitaire et sécuritaire. De façon générale, la pollution par les hydrocarbures impactes sérieusement sur la qualité de l'air, de l'eau, ainsi que du sol et de la santé humaine.

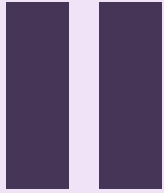


Autrement, les communautés sont fortement impactées dans la mesure où elles perdent leurs terres et ne bénéficient généralement de peu d'emplois créés. Sans oublier que la santé des communautés est fortement touchée, au point qu'elles font face à des perturbations de menstruations, des pertes excessives du sang pendant l'accouchement, les avortements spontanés, la mortinaissance. Pour ne citer que cela.

Le guide présente aussi quelques expériences de l'exploitation du pétrole dans quelques pays, notamment la RDC, le cas de la ville de Muanda, fief de l'entreprise Penrco-Rep qui exploite depuis les années 2000. Dans cette exemple, plusieurs questions ont été posées sur notamment l'impact de cette exploitation sur le développement du Territoire de Muanda et dans le budget de l'Etat Congolais. Le cas du Nigéria qui est actuellement le plus grand producteur en Afrique avec une capacité de production de 1,2 millions de baril par jour, mais avec beaucoup d'impacts sur l'environnement et la santé notamment dans l'Etat du Delta où l'espérance vie est actuellement à 40 ans, 14 ans de moins que dans d'autres Etat de la fédération du Nigéria . L'exemple des USA a également a été présenté sur base de la décision de l'Etat de Californie d'abandonner l'exploitation des hydrocarbures d'ici 2040, à cause des dégâts énormes de l'exploitation sur les populations et l'environnement.

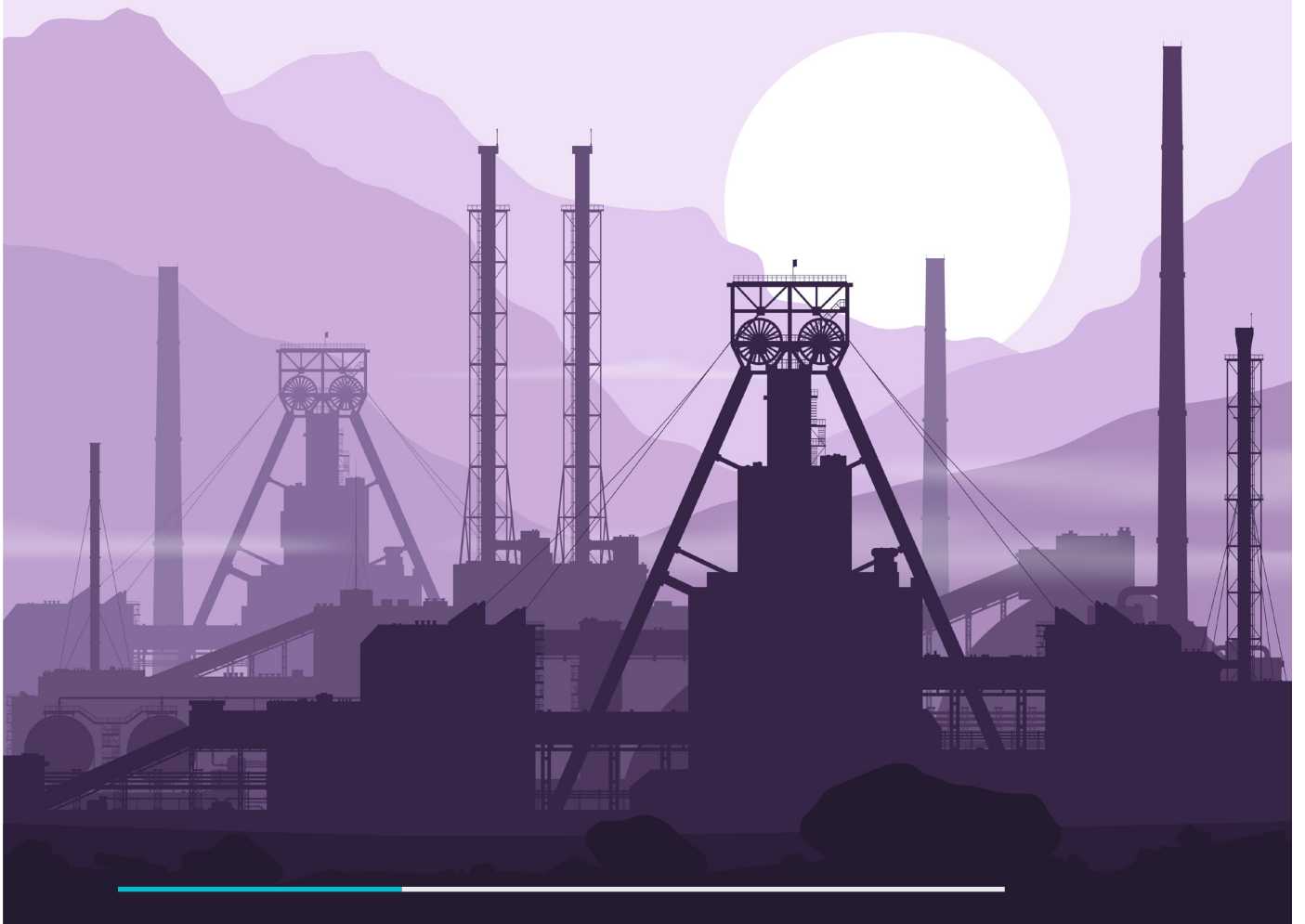
En outre, le guide présente également les enjeux sur les appels d'offres d'exploitation des blocs pétroliers et gaziers lancés par le gouvernement congolais depuis le mois de juillet 2022. Dans la même logique, il a été présenté des analyses sur les bénéfices de la RDC, ce que pensent les communautés du processus des appels d'offres et finalement les alternatives qu'il faut développer, pour permettre à la RDC de consolider son leadership sur les énergies renouvelables, sur le secteur agricole, ainsi que sur le tourisme.





# Introduction

---







La République Démocratique du Congo, RDC, est un pays qui regorge beaucoup de ressources naturelles. Autant pour son immensité en termes de superficie de 2.345.000 Km<sup>2</sup>, représentant à la fois son territoire, mais aussi son patrimoine foncier.

Ces terres ont des potentialités énormes et une biodiversité exceptionnelle et rare, à savoir : les mines, les forêts et leurs tourbières, l'eau, les lacs, les forêts des communautés locales aux valeurs culturelles et économiques inestimables, les réserves classées et les parcs nationaux aux faunes, flores sauvages uniques et à valeurs touristiques importantes.

Ces ressources stratégiques peuvent assurer la transition en divers domaines technologiques et placer la RDC en pôle position comme un « pays solution » à la crise climatique, mais aussi un pays au centre des enjeux stratégiques mondiaux.

Il importe d'indiquer que parce qu'elle représente %60 des forêts du bassin du Congo, la RDC est en fait le deuxième pays le plus important des tropiques pour les zones de tourbe et les stocks de carbone de la tourbe. Elle abrite également la deuxième plus grande forêt tropicale du monde qui représente %10 des forêts tropicales mondiales.<sup>1</sup>

Dans l'ensemble, les forêts de la RDC contiennent un total de 23,3 gigatonnes de carbone et stockent jusqu'à 29 gigatonnes de carbone dans les tourbières de la région de la Cuvette centrale, partagées entre la RDC et la République du Congo. Cela peut représenter une équivalence de trois années d'émissions mondiales provenant des combustibles fossiles.<sup>2</sup>

Au delà, le pays dispose également de très bonnes réserves en hydrocarbures, avec un potentiel d'environ 22 milliards de barils sur l'ensemble des bassins sédimentaires et 66 milliards de normo-mètres cubes de gaz dissous dans les eaux du lac Kivu.<sup>3</sup>

1 <https://deco-exotique.fr/blogs/blog/quelle-est-la-plus-grande-foret-tropicale-du-monde>

2 <https://www.greenpeace.org/static/planet-4africa-stateless/3/09/2022ed3461b-oil-blocks-report-french-digital.pdf>

3 [https://www.lepoint.fr/afrique/rdc-kinshasa-ouvre-la-voie-a-l-exploitation-petroliere3826\\_2484898-2022-07-30-.php#:~:text=Selon%20des%20%C3%A9tudes%20men%C3%A9es%20par,les%20eaux%20du%20lac%20Kivu](https://www.lepoint.fr/afrique/rdc-kinshasa-ouvre-la-voie-a-l-exploitation-petroliere3826_2484898-2022-07-30-.php#:~:text=Selon%20des%20%C3%A9tudes%20men%C3%A9es%20par,les%20eaux%20du%20lac%20Kivu)

Face à ces estimations, le gouvernement actuel pense qu'il est plus qu'important aujourd'hui de passer à l'exploitation de ses ressources pour faire face aux pesanteurs de la pauvreté sur ses populations que connaît le pays. Suivant cette logique, la RDC est actuellement comptée parmi les 10 pays les plus pauvres du monde, avec un PIB de 703\$ par habitant.<sup>1</sup>

Nous sommes particulièrement intéressés dans ce cadre par le domaine des hydrocarbures en RDC, qui est géré par la loi n°012/15° du 1er Août 2015 portant le régime général des hydrocarbures. Cette loi, a par exemple en son article 155, interdit toute activité des hydrocarbures dans les aires protégées et zones interdites, mais elle donne la possibilité de déclasser ces zones pour l'intérêt public après délibération en Conseil des Ministres, après audit environnemental, enquête publique et avis de l'établissement public chargé de l'évaluation et de l'approbation de l'étude d'impact environnemental ainsi que du suivi de sa mise en œuvre. Ce qui ouvre une brèche à la destruction de l'environnement.

En effet, c'est depuis le mois de juillet 2022, que le gouvernement congolais avait lancé les avis à manifestation d'intérêts, pour les appels d'attribution des droits des hydrocarbures en RDC, dans le but de faire l'exploration et exploitation de 27 blocs pétroliers d'une part situés, dans le Graben Tanganyika, le Graben Albertine et dans la cuvette centrale. D'autre part, les 3 blocs gaziers sur le lac Kivu, à savoir : Makelele, Lwandjofu et Idjui. Il faut aussi noter qu'en 2020, le Bloc Goma avait été cédé à l'entreprise Kivu Power, une initiative de la firme Tunisienne EPPM en partenariat avec l'initiative Ihusi Gaz. Cela fait que ce bloc ne soit pas concerné par l'appel d'Offre en cours.

Selon certaines organisations de la Société Civile et scientifiques, la décision du gouvernement de lancer les appels d'offres pour les 27 blocs pétroliers avait été prise dans l'absence totale de la transparence, dans la mesure où cela a été en contradiction avec la décision de la 48ème réunion du Conseil des ministres du 08 Avril 2022, qui n'avait validé que 16 blocs, à savoir : Pour le Bassin Côtier (3 blocs) : Nganzi, Yema II et Matamba-Makanzi II. Pour la Cuvette Centrale (9 blocs) : Moero, Upemba, Bloc 4, Bloc 4b, Bloc 6, Bloc 18, Bloc 21, Bloc 22 et Bloc 25. Pour le Graben Tanganyika (4 blocs) : Kibanga-Kisoshi, Kalemie, KitukuMoliro et Mulula-Lubanga-Muhala.

Outre les éléments ci-haut cités, il est également important de savoir que les informations de fond concernant les appels d'offres susmentionnés n'ont donc pas circulé et les populations concernées n'ont jamais été consultées, ni même contactées.

Nous pouvons simplement déduire de ce qui précède qu'il existe un besoin réel de renforcer les mécanismes d'accès à l'information d'intérêt public et la participation citoyenne dans les choix des politiques à l'échelle locale et nationale afin de préparer la population face aux différents enjeux du développement, entre le secteur des hydrocarbures, qui est très peu connu par les populations, bien que le pays possède des ressources importantes en hydrocarbures et malgré la présence des concessions d'exploitation datant des années 60 et environnemental.

4. [https://www.lepoint.fr/afrique/rdc-kinshasa-ouvre-la-voie-a-l-exploitation-petroliere3826\\_2484898-2022-07-30-.php#:~:text=Selon%20des%20%C3%A9tudes%20men%C3%A9es%20par,les%20eaux%20du%20lac%20Kivu](https://www.lepoint.fr/afrique/rdc-kinshasa-ouvre-la-voie-a-l-exploitation-petroliere3826_2484898-2022-07-30-.php#:~:text=Selon%20des%20%C3%A9tudes%20men%C3%A9es%20par,les%20eaux%20du%20lac%20Kivu)

Pour ce faire, l'un de devoir qui nous pousse au développement de ce guide, est le caractère secret et centralisé de la gestion des régimes des hydrocarbures en RDC. Le constat fait est que les informations exactes sont inexistantes, mais aussi celles sur les transactions, les études d'impacts sociaux et environnementaux existant, ne sont pas accessibles au Public. Pourtant, ce sont là toutes ces informations utiles qui pouvaient faciliter la participation de la population dans le choix pour l'avenir économique, social et environnemental.

C'est dans ce contexte que la Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique, CORAP, en sigle, membre de la Dynamique POLE et avec la participation des plusieurs Organisations Non Gouvernementale, à savoir : ACEDH, IDEL<sup>2</sup>, APEM<sup>3</sup> a produit le présent guide sur l'exploitation des hydrocarbures, dans le but de pourvoir au devoir d'accès à l'information d'intérêt public et inciter la participation citoyenne dans le processus décisionnel dans ce secteur clé.

C'est aussi dans le but de renforcer les connaissances des communautés locales, les peuples autochtones, les autorités coutumières, les organisations de la base, les structures des confessions religieuses de proximité avec les paysans et les ONG sur les basiques du secteur des hydrocarbures en RDC, en se basant sur les appels d'offres pour l'exploitation des blocs pétroliers et gaziers, lancés par le gouvernement congolais, en comparaison à des expériences et des effets des projets pétroliers en RDC et dans le monde.

## Motivation pour la production du guide

La production du présent guide s'inscrit dans la logique de renforcer le Contrôle Citoyen d'Action Publique (CCAP) dans le secteur des Hydrocarbures, pour éclairer les communautés locales, les peuples autochtones, les autorités coutumières, les organisations de la base, les structures des confessions religieuses de proximité avec les paysans et les ONG sur le secteur des hydrocarbures.

C'est aussi un appel au gouvernement dans son devoir d'assurer l'accès à l'information au public et la participation citoyenne dans le processus de gouvernance des ressources naturelles ayant une incidence sur l'environnement, comme prévu dans les différentes lois en RDC spécialement la loi portant principes fondamentaux liés à la protection de l'Environnement (lire article 7 à 9 de ladite loi), les principes et droit constitutionnels des droits de l'homme de la RDC, les principes directeurs de la transparence et bonne gouvernance des ressources naturelles, les principes et directives volontaires de la gouvernance responsable, transparente, juste et durable des régimes fonciers applicables à la terre, pêche, eau, forêt, les principes du Consentement Libre, Informé et Éclairé "CLIP" et du droit à l'information consacrés par la nouvelle loi n0030/22° du 16 novembre 2022 portant protection et promotion des droits des peuples autochtones pygmées en RDC.

1. Alerte Congolaise pour l'Environnement et les droits de l'Homme

2. Initiative pour le Développement Local

3. Actions pour la Promotion et Protection des Peuples et Espèces Menacés,





# Notions sur l'exploitation des hydrocarbures

---





# Notions sur l'exploitation des hydrocarbures

## Définition des concepts

Dans le but de renforcer les connaissances et la compréhension des populations et toutes les autres cibles sur le secteur des hydrocarbures, nous avons estimé nécessaire de définir certains concepts, à savoir :

### Énergie

Le mot « énergie » vient du Grec Ancien « énergie », qui signifie « La force en action ». Ce concept scientifique est apparu avec Aristote et a fortement évolué au cours du temps. Aujourd'hui, l'énergie désigne « la capacité à effectuer des transformations ».

### Énergie renouvelable

L'énergie renouvelable est une énergie provenant des sources naturelles qui se renouvellent à un rythme supérieur à celui de leur consommation. L'eau, la forêt, la lumière du soleil et le vent, par exemple, constituent des sources qui se renouvellent constamment.<sup>1</sup>

Les sources d'énergie renouvelable sont abondantes et sont présentes partout autour de nous. La production d'énergie renouvelable génère bien moins d'émissions que la combustion de combustibles fossiles.

Il existe plusieurs types d'énergies renouvelables, à savoir : solaire, éolien, hydraulique, géothermie, hydrogène renouvelable, biomasse, etc.

### Énergie non renouvelable

L'énergie non renouvelable est une énergie disponible sur terre en quantité limitée et dont les ressources croissent au fur et à mesure que l'être humain les consomme. Il existe plusieurs types d'énergies non renouvelables, à savoir : le nucléaire, le charbon, le pétrole et le gaz naturel.

Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, les combustibles fossiles représentent 80 % des énergies primaires consommées dans le monde en 2020.

1. <https://unece.org/sites/default/files/10-2021/LCA2-.pdf>

## Énergie fossile

L'énergie fossile est une énergie issue de la transformation des matières organiques enfouies dans le sol pendant des millions d'années. Le pétrole, le gaz naturel et le charbon sont les principaux exemples d'énergie fossile.

## Transition énergétique

La transition énergétique peut être définie comme l'ensemble des changements à apporter au système de production, de distribution et de consommation d'énergie dans le but de le rendre plus écologique (plus respectueux de l'environnement). Ce processus vise à transformer un système énergétique basé sur les énergies fossiles vers un système énergétique reposant sur des énergies renouvelables.

## Prospection ou Exploration

L'exploration ou la prospection pétrolière a pour but la découverte d'accumulations d'hydrocarbures liquides et gazeux éventuellement solides, techniquement et économiquement exploitables.

Il est important de noter que le pétrole et le gaz ne peuvent généralement pas être détectés directement à partir d'un fait sur la surface de la terre ou des eaux. C'est pourquoi l'exploitation est toujours précédée par une série d'opérations de reconnaissance aboutissant à la définition d'une implantation de sondage. C'est donc une opération qui impose le recours à des techniques géologiques et géophysiques très complexes et coûteuses.<sup>1</sup>

## Exploitation Onshore et offshore

L'exploitation pétrolière est un ensemble de traitements chimiques ou thermiques effectués dans une raffinerie sur du pétrole brut, afin de le rendre utilisable.

### offshore

L'exploitation de gisements de pétrole en mer au moyen de plates-formes de forage ou plates-formes d'éoliennes en pleine mer.

### Onshore

L'exploration, la recherche, un forage, une production à terre ou un gisement de pétrole à terre.

## Production

La production de pétrole correspond aux quantités de pétrole extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'il contenait.

## Bloc pétrolier

Le bloc Pétrolier, soit un champ pétrolifère ou encore un gisement pétrolifère délimite une zone où est enfouie une grande quantité de pétrole et où une tentative pour l'extraction peut être faite en creusant des puits.<sup>2</sup>

## Hydrocarbure

Nous attendons par hydrocarbure, une molécule composée uniquement d'atomes de carbone (C) et d'hydrogène (H). Ainsi, n'importe quelle hydrocarbure a pour formule chimique brute  $C_xH_y$ , où x et y correspondent respectivement au nombre d'atomes de carbone et d'hydrogène.

Sous forme de carbone fossile, les hydrocarbures (pétrole et gaz naturel principalement) et le charbon constituent une ressource énergétique essentielle pour l'économie depuis la révolution industrielle, mais sont aussi sources de gaz à effet de serre issus de leur utilisation importante.

---

1. [https://www.universalis.fr/encyclopedie/petrole-l-exploration-petroliere/#:~:text=L27%exploration20%\(ou20%prospection\),sont20%reconnus20%par20%des20%forages](https://www.universalis.fr/encyclopedie/petrole-l-exploration-petroliere/#:~:text=L27%exploration20%(ou20%prospection),sont20%reconnus20%par20%des20%forages)  
2. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Champ\\_p%C3%A9trolif%C3%A8re](https://fr.wikipedia.org/wiki/Champ_p%C3%A9trolif%C3%A8re)

## Rôle des hydrocarbures

Outre leur utilisation énergétique dans les moteurs, les hydrocarbures sont une matière première incontournable pour la fabrication d'éléments précieux à usage quotidien tels que les plastiques, les vêtements ou les médicaments - objets sans lesquels le mode de vie actuel serait impensable.

Le pétrole et le gaz naturel constituent les sources naturelles d'hydrocarbures les plus connues. Avec le charbon, ces ressources - inflammables à température ambiante - comptent parmi les énergies fossiles. Leurs stocks se trouvent en quantité limitée dans les profondeurs du sol ou sous les fonds marins, puisqu'ils proviennent de la dégradation de la matière organique des êtres vivants sur plusieurs centaines de millions d'années.

## Pollution<sup>1</sup>

Par pollution, nous attendons la dégradation d'un milieu naturel par des substances extérieures, introduites de manière directe ou indirecte. Autrement, la destruction ou dégradation d'un écosystème ou de la biosphère par l'introduction, généralement humaine, d'entités (physiques, chimiques ou biologiques), ou de radiations altérant le fonctionnement de cet écosystème.

Il existe plusieurs types de pollution, mais dans le cadre de notre guide nous nous sommes plutôt intéressés à la pollution chimique, qui est provoquée par la présence dans l'environnement des substances chimiques qui, normalement, sont absentes ou s'y trouvent en très faible quantité.



Prenons l'exemple de la pollution de l'air par les gaz à effet de serre. Ces gaz sont rejetés entre autres par les voitures, les camions, les industries et autres. Le gaz carbonique ou CO<sub>2</sub> en fait partie. Pourtant, le CO<sub>2</sub> existe depuis toujours dans la nature. Si le gaz carbonique est considéré aujourd'hui comme un polluant, c'est parce qu'il s'est accumulé de façon non naturelle dans l'air depuis une centaine d'années.

Nous pouvons citer du cas de la pollution de l'eau des rivières Kasai et Tshikapa provoquée par des rejets toxiques des matières chimiques, par un complexe miniers de Luo, Camatchia-Camagico et Catoca.

Les conséquences préliminaires enregistrées comprennent la pollution des eaux, l'intoxication et la perte de la faune et la flore aquatique, les maladies d'origine hydrique pour les populations riveraines, la perturbation des activités de pêches et de navigation et le manque d'accès aux services d'eau à usage domestique et de récréation.

1. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Pollution>



## Pétrole

Le pétrole est une énergie fossile (ressources énergétiques naturelles non renouvelables) dont les réserves sont limitées à l'échelle de la planète. Ce sont donc des ressources épuisables, parce qu'elles sont lentes dans le renouvellement à l'échelle humaine.

Il est également important de savoir que le pétrole est un combustible fossile dont la formation date d'environ 20 à 350 millions d'années. Il provient de la décomposition d'organismes marins (principalement de plancton) accumulés dans des bassins sédimentaires, au fond des océans, des lacs et des deltas.<sup>1</sup>

## Plate-forme

La plate-forme pétrolière est une unité permettant d'extraire, produire ou stocker le pétrole et/ou le gaz situés en haute mer à des profondeurs parfois très importantes.

## <sup>2</sup>Hydrocarbure

Nous attendons par hydrocarbure, une molécule composée uniquement d'atomes de carbone (C) et d'hydrogène (H). Ainsi, n'importe quel hydrocarbure a pour formule chimique brute  $C_xH_y$ , où  $x$  et  $y$  correspondent respectivement au nombre d'atomes de carbone et d'hydrogène.

Sous forme de carbone fossile, les hydrocarbures (pétrole et gaz naturel principalement) et le charbon constituent une ressource énergétique essentielle pour l'économie depuis la révolution industrielle, mais sont aussi sources de gaz à effet de serre issus de leur utilisation importante.

## Brut

Le Brut correspond au pétrole tel qu'il est lors de l'extraction avant d'être raffiné, transformé. C'est un mélange de pentanes et d'hydrocarbures plus lourds, généralement extraits de réservoirs géologiques.<sup>3</sup>

## Carburant

Le carburant est un combustible qui alimente un moteur thermique. Celui-ci transforme l'énergie chimique du carburant en énergie mécanique.<sup>4</sup>

## Biocarburants (agrocarburants)

Les biocarburants proviennent de plantes ou d'animaux (non fossilisés). Parmi les produits développés commercialement, citons le bioéthanol et le biogazole. Le préfixe « bio » a un rapport avec l'agriculture, mais pas avec l'écologie.<sup>5</sup>

## Gaz Naturel

Le gaz naturel est une énergie fossile qui se forme à partir de la décomposition des matières organiques au fond des océans et qui est extraite de gisements naturels (lieux où est concentrée une ressource naturelle, dont l'exploitation est économiquement rentable). Il est composé essentiellement de méthane ( $CH_4$ ).

Les principaux pays qui se partagent au moins 50% des réserves mondiales de gaz naturel sont : la Russie (27%), l'Iran (15%) et le Qatar (14%).<sup>6</sup>

1. <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/formation-du-petrole>

2. <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/plateformes-petrolieres>

3. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/brut-petrole>

4. <https://www.techno-science.net/definition/831.html>

5. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Carburant>

6. <https://www.mes-finances.be/actu/top-10-des-producteurs-de-gaz-naturel/>



## Théories sur les impacts de l'exploitation des hydrocarbures

Une question importante à laquelle nous devons répondre est celle de savoir pourquoi parler des impacts de l'exploitation des hydrocarbures dans le présent guide ?

C'est parce qu'il s'agit du secteur des hydrocarbures qui est compté parmi les plus importants à cause de sa contribution au développement économique des grandes puissances.

Depuis l'époque ancienne, des grands projets d'exploitation des hydrocarbures sont développés et c'est vers le 19ème siècle que le monde a commencé à voir l'importance commerciale et industrielle de cette exploitation. Par la suite, ils ont connu au 20e siècle un essor économique, avant la succession de crises.

Il est donc important de comprendre que les projets d'exploitation des hydrocarbures, comme tous les autres projets de développement sont susceptibles d'apporter des changements remarquables dans leur environnement. Il peut s'agir notamment des modifications positives, négatives, réelles, potentielles, directes, indirectes, à court terme, à moyen terme et à long terme, ou soit voulues ou involontaires.

Pour ce faire, dans la section suivante nous allons scripter les informations théoriques sur les impacts de l'exploitation des hydrocarbures en tenant compte des dimensions environnementales, économiques, socioculturelles, sécuritaires ainsi que sanitaires.

66

Une société qui survit en créant des besoins artificiels pour produire efficacement des biens de consommation inutiles ne paraît pas susceptible de répondre à long terme aux défis posés par la dégradation de notre environnement.





## Sur l'environnement

Nécessaire au bon fonctionnement actuel de l'économie, le pétrole et le gaz naturel sont aussi des facteurs majeurs de pollution de l'atmosphère, dans la mesure où, par exemple, le secteur de transport est la première source d'émission des Gaz à Effet de Serre "GES" à hauteur de 29,7 % d'émissions, par la libération du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) qui est le principal gaz à effet de serre.<sup>1</sup>

Ses émissions sont aujourd'hui à la base de conséquences majeures du changement climatique que le monde est entrain de connaître, à savoir : Hausse des températures maximales ; Hausse des températures minimales ; Hausse du niveau de la mer ; Hausse des cas des inondations ; Hausse de la température des océans ; Intensification des précipitations (fortes pluies et grêle) ; Augmentation des cyclones tropicaux violents ; Augmentation des périodes d'aridité et de sécheresse ; Perte des surfaces de terre pour les habitants et l'agriculture ; Montée d'émigration et des conflits entre les communautés ; etc.

Le changement climatique manifesté par des éléments cités ci-haut, a des impacts graves dans notre société Africaine. Il existe un lien inextricable entre les agendas climatiques et le développement de l'Afrique. Par exemple, il est impossible de dissocier l'agriculture et la sécurité alimentaire du changement climatique.

Une augmentation de la température de 1,5 à 2 °C d'ici les années 2030 et 2040 entraînera une réduction de 40 à 80 % de la superficie de terres arables adaptées à la culture du maïs, du millet et du sorgho, qui sont les principales denrées alimentaires de base en Afrique.

La recherche fournit aussi des preuves solides du lien entre le changement climatique et les conflits humains. Si des mesures audacieuses et décisives ne sont pas prises, la variabilité et le changement climatique mettraient en péril ou inverseraient les résultats de développement chèrement acquis sur le continent et contrecarreraient les aspirations de l'Afrique à une croissance future et à la réduction de la pauvreté.

Des sécheresses, des inondations et des cyclones de plus en plus fréquents, menacent de faire basculer des africains dans la pauvreté et créent des pièges de pauvreté inéluctables.

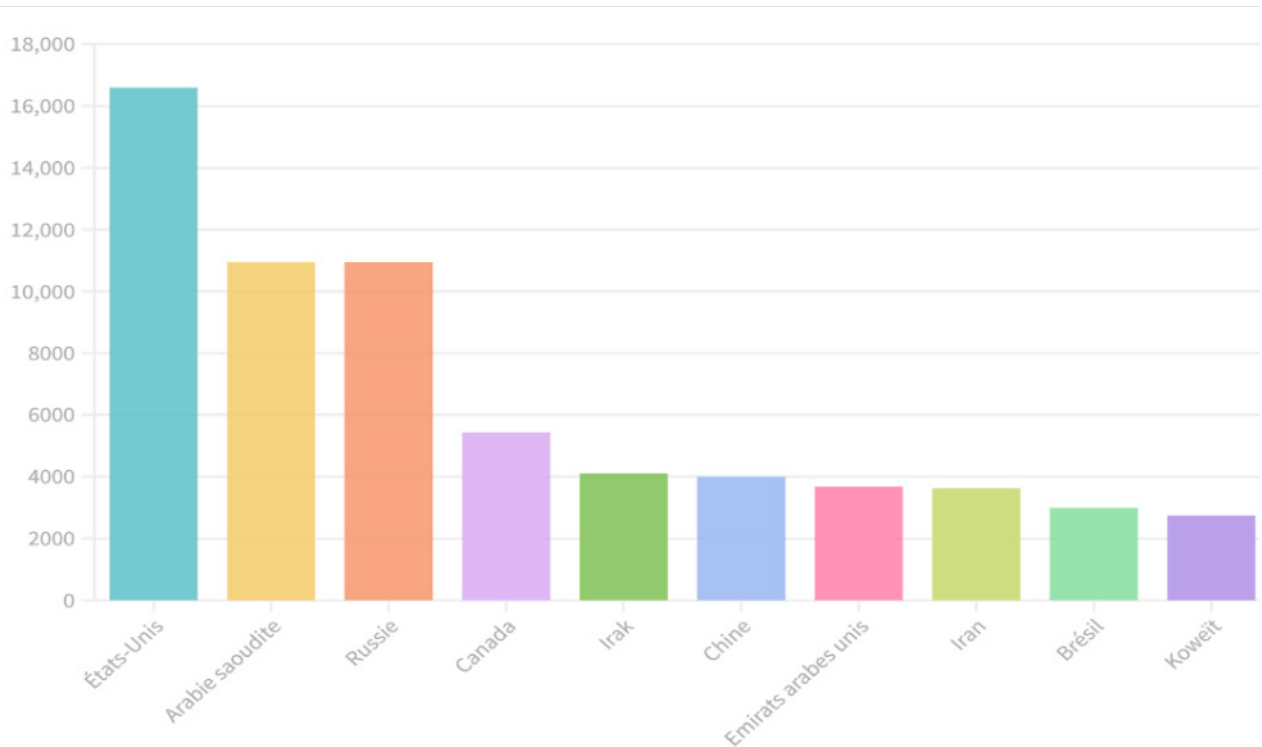
La corrélation entre le climat, la croissance économique et la pauvreté est bien établie, ne disparaîtra pas et ne fera au contraire que se renforcer.<sup>2</sup>

Les entreprises d'énergie fossile relevant essentiellement des pays tels que : État -Unis d'Amérique, Arabie saoudite, Iran, Malaisie, Nigeria, Russie, Algérie, sont responsables pour plus de la moitié de la production mondiale de pétrole et de gaz.

1. [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/08/07/2019/voiture-industrie-viande-queles-sont-les-causes-du-rechauffement-climatique-en-france\\_4355770\\_5486767.html#:~:text=Les20%transports2%C2%premi%C%3A8re20%source20%de,en%20%C%2A8%20%C%3A9quivalent20%CO20%2](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/08/07/2019/voiture-industrie-viande-queles-sont-les-causes-du-rechauffement-climatique-en-france_4355770_5486767.html#:~:text=Les20%transports2%C2%premi%C%3A8re20%source20%de,en%20%C%2A8%20%C%3A9quivalent20%CO20%2)

2. Accélérer un développement résilient au changement climatique et à faibles émissions de carbone : Business plan pour le climat en Afrique. 2015 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale 1818 H Street NW, Washington, DC 20433

Malgré les différentes négociations, dont entre autres l'Accord de Paris, les pays continuent encore à miser sur les revenus de la vente des hydrocarbures pour renflouer leurs caisses.<sup>1</sup>



Pour constater les impacts de l'exploitation des hydrocarbures sur l'environnement, il est évident de procéder par une évaluation environnementale, permettant d'identifier l'ensemble des modifications qualitatives, quantitatives et fonctionnelles de l'environnement (négatives ou positives) engendrées par un projet d'exploitation des hydrocarbures.

Cette évaluation est généralement basée sur la mesure des indicateurs d'impacts potentiels suivant :

### Sur l'air, on peut retenir cinq indicateurs :

- contribution à l'effet de serre ;
- acidification de l'air ;
- formation d'ozone troposphérique ;
- appauvrissement de la couche d'ozone ;
- particules et effets respiratoires des substances inorganiques.

<sup>1</sup> <https://www.lesoleil.com/26/11/2022/hydrocarbures-et-enjeux-climatique-une-industrie-difficile-a-ecarter747-c0bac4cd9a161ca28eda875f23912>



### Sur l'eau, on peut retenir quatre indicateurs :

- eutrophisation des eaux douces ;
- écotoxicité aquatique ;
- eutrophisation des eaux marines ;
- consommation d'eau (indicateur de flux).

### Sur les ressources des sols et la santé humaine, on utilise les quatre indicateurs suivants :

- » consommation d'énergie primaire (indicateur de flux) ;
- » épuisement des ressources non renouvelables ;
- » toxicité humaine ;
- » occupation des sols.

### Sur le plan socioculturel

Parlant des impacts socioculturels dans notre guide, nous faisons allusion aux effets qui correspondent à l'ensemble des conséquences d'ordre sociales et culturelles des actions d'exploitation des hydrocarbures.

Généralement, les grands projets d'exploitation des hydrocarbures occasionnent des contaminations de l'air,

des grandes étendues des terres communautaires, qui conduisent à la réduction des moyens de subsistance de ces communautés qui vivent principalement de l'agriculture, la chasse et de la pêche.

Des conséquences fortement négatives sont pour ce faire constatées sur les vies des communautés, avec certainement des impacts sur les aspects culturels et spirituels. Parce qu'étant dépossédées de leurs ressources, dont entre autres des terres, elles perdent aussi des sites sacrés et d'autres richesses essentielles léguées par les ancêtres liées à leur identité.

### Sur le plan économique

Les hydrocarbures sont considérées comme une ressource très importante pour la vie parce qu'elles servent à plusieurs fonctions, à savoir : le carburant (essence dans les moteurs des véhicules, kérosène dans les réacteurs des avions, etc.) ; l'énergie (centrales thermiques) et la production de chaleur ; ainsi que comme matériaux de base pour la synthèse chimique (plastiques, solvants, etc.).

Dans toutes ses fonctions, il est évident qu'elles créent des opportunités d'emplois pour une catégorie des personnes et un marché économique qui contribue à l'augmentation des recettes de l'Etat.



L'impact économique et/ou socio-économique est perçu à travers une évaluation des facteurs liés à la création d'emplois, au développement d'entreprises, à l'amélioration du niveau de richesse, à la réduction du taux de chômage, au développement des infrastructures, etc.

Pour cette finalité, six principaux indicateurs économiques sont alors utilisés pour constater les retombées économiques d'une activité, comme celles de l'exploitation des hydrocarbures dans un pays.

Dans la pratique, les retombés de l'exploitation des hydrocarbures selon les indicateurs, se présentent de la manière suivante:

Le volume de vente, le chiffre d'affaires sont réservés à l'entreprise dont le capital est en majorité ou en totalité étranger.

La valeur ajoutée, emplois et revenus des ménages. Pour ces indicateurs, plus de %80 reviennent aux actions (origines étrangères), emplois ou Main d'œuvre

(les mieux rémunérés sont les experts et expatriés dont les compétences et expériences sont d'origines étrangères. Les compétences locales sont minoritaires et non valorisées et les autres M.O locales sont dans les tout travaux)

Les Recettes fiscales : la corruption et la dictature capitaliste. En RD Congo, le secteur pétrolier a contribué à hauteur de 612 364 931,33 USD pour les années 2020 et 2021.<sup>1</sup>

En Afrique, nous avons des grands pays producteurs des hydrocarbures tels que le Nigeria qui produit jusqu'à 1,267 millions de barils par jour,<sup>2</sup> l'Angola 1,17 million de barils<sup>3</sup> par jour et bien d'autres.<sup>3</sup>

En appliquant les indicateurs économiques ci-haut évoqués, nous nous rendons compte que la situation est plutôt chaotique, parce que le niveau de vie des populations ne suit toujours pas le niveau de développement souhaité, par rapport à l'exploitation des ressources.

Il est malheureusement constaté également un niveau très bas de gouvernance et un manque de transparence dans la gestion des revenus, issus de l'exploitation des hydrocarbures. Un des indices très remarquable est le faible accès aux informations sur le niveau de la production par les multinationales et le niveau des revenus collectés par les États, ainsi que leur affectation. Mais aussi, il y a lieu de relever que la corruption est une paire de manches assez importante dans le développement économique.

En outre, il est important de noter que parmi les impacts importants de l'exploitation des hydrocarbures, il y a les dettes que les États contractent pour investir dans ce secteur. Cela condamne parfois les pays à développer des stratégies qui mettent en mal certaines dépenses sociales, pour orienter ses fonds vers le paiement des dettes contractées.

A l'ère actuelle, le monde est également préoccupé par le développement durable qui consiste à promouvoir un développement qui satisfasse les besoins présents, sans nuire aux demandes des générations futures. Cela renvoie aux réflexions sur le modèle économique plus durable à mettre en place.

Renforcer, par exemple, le modèle circulaire (qui vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en permettant le bien-être des individus), en remplacement du modèle linéaire qui consiste à extraire, fabriquer, consommer puis jeter. Or, la population mondiale augmente et, de ce fait, la consommation aussi, alors que nos ressources s'épuisent.

<sup>1</sup> <https://www.itierdc.net/publications/rapports-itie-rdc2000/-essentiel-rapport-itie-rdc2021-2020/>

<sup>2</sup> [https://africa24tv.com/nigeria-la-production-petroliere-atteint-1267millions-de-barils-par-jour/#:~:text=Le%20Nigeria%20retrouve%20son%20statut,exportateurs%20de%20p%C3%A9trole%20\(OPEP\).](https://africa24tv.com/nigeria-la-production-petroliere-atteint-1267millions-de-barils-par-jour/#:~:text=Le%20Nigeria%20retrouve%20son%20statut,exportateurs%20de%20p%C3%A9trole%20(OPEP).)

<sup>3</sup> <https://www.courrierinternational.com/article/energie-l-angola-detrone-le-nigeria-et-devient-le-roi-du-petrole-africain#:~:text=avec%20une%20production%20de%20%201%par%20jour%20C%20explique%20Bloomberg.>





## Sur le plan de la Santé

Il est prouvé que l'exploitation des Hydrocarbures a un grand impact négatif sur l'environnement, parce que la contamination massive de l'environnement affecte les personnes qui contractent des maladies plus ou moins graves liées aux contacts répétés avec des pollutions. Les effets sur la fertilité et la mortalité infantile sont également importants. Les maladies de peau sont très répandues, tout comme les empoisonnements par les matières toxiques fruit de l'exploitation de ces ressources.

De ce fait, l'Institut National de la Santé Publique du Québec (INSPQ) a soutenu à travers une étude que l'exploitation des hydrocarbures amène à des séquelles chroniques potentielles, à savoir : la présence d'anomalies cellulaires, la présence des mutations des chromosomes, composés cancérigènes et effets néfastes sur le système cardiovasculaire sont envisageables si la gestion des risques pour la population et les travailleurs n'est pas resserrée.<sup>1</sup>

En RDC, une étude menée par l'ONG RENAD en Avril 2022 renseigne que les communautés des villages Tshiende, Kitombe, Kikanzi, dans le territoire de Muanda, province du Kongo Central, sont victimes de l'exploitation du pétrole par la Société PERENCO Rep, à cause notamment de leur exposition aux fumées et vapeurs. Cela a des conséquences considérables sur la santé humaine.

Les communautés sont pour ce faire exposées à des fortes concentrations aux benzènes dans l'air, qui affecte le système nerveux central de l'homme et provoque des étourdissements, des nausées, des vomissements, des céphalées et de la somnolence.

Se référant à l'INSPQ, l'étude de RENAD renseigne également que l'intoxication aiguë peut causer la mort dans des cas d'hémorragie sévère, d'inflammation pulmonaire, de congestion rénale ou d'œdème cérébral.

Il est également important de noter que les communautés locales, surtout les femmes, vivant dans le territoire de Muanda, exposées aux benzènes, ne sont pas épargnées aux désordres reproductifs et développementaux, à savoir : les menstruations anormales, les pertes excessives du sang pendant l'accouchement, les avortements spontanés, la mortinaissance.<sup>2</sup>

1. <https://www.journaldemontreal.com/07/04/2015/exploitation-petroliere-presente-des-risques-pour-la-sante-tranche-linstitut-de-la-sante-publique>

2. [https://congominestorage.blob.core.windows.net/congominestorage/CRIS20%D%E99%80%2ALARME20%DES20%COMMUNAUTES20%LOCALES2\)20%\).pdf](https://congominestorage.blob.core.windows.net/congominestorage/CRIS20%D%E99%80%2ALARME20%DES20%COMMUNAUTES20%LOCALES2)20%).pdf)





# Quelques expériences des exploitations des hydrocarbures

---

Dans le présent chapitre, nous présentons les expériences de quelques pays pour renforcer nos connaissances sur le contexte de l'exploitation des hydrocarbures dans le monde.



## 1. RDC : MUANDA

La République Démocratique du Congo (R.D.C.) regorge d'innombrables richesses naturelles notamment en ce qui concerne les hydrocarbures dont les réserves pétrolières sont évaluées à 35.197.789 barils en offshore et de 1.140.400.000 barils des concessions en exploitation en onshore.<sup>1</sup>

Pour le moment, toutes les activités de production pétrolières sont concentrées beaucoup plus dans la province du Kongo Central, territoire de Muanda, dans la ville de Muanda. Cette ville grosse cité bâtie au bout d'une piste, ancien avant-poste de la colonisation portugaise puis belge, abrite aussi toute la façade maritime de la RDC : 38 kilomètres, coincés entre l'embouchure du fleuve Congo et l'enclave angolaise de Cabinda.

Prise entre la côte atlantique et le bassin du Congo, Muanda aurait tout d'un décor de carte postale si elle n'était criblée de puits de pétrole, de torchères illégales, de dépôts sauvages de boues de forages et autres fuites de brut.

L'histoire de l'exploration et la recherche pétrolières en RDC sur le littoral atlantique remonte à 1959 lorsque deux conventions sur l'exploration et la recherche d'hydrocarbures portant respectivement sur les champs onshore et offshore ont été signées respectivement le 11 août 1969 pour l'onshore (Avenant numéro 8) et le 09 août 1969 pour l'offshore (Avenant numéro 7). Mais, l'exploitation en zone maritime (offshore) n'a véritablement commencé qu'en 1975 et en zone terrestre (onshore) seulement en 1981.<sup>2</sup>

Les travaux géologiques et géophysiques entrepris entre 1959 et 1982 ont abouti à la découverte de cinq champs pétroliers. L'intense activité de recherche a abouti à l'identification de sept champs en 1976. Le nombre de puits est estimé à 235, fin 2012, selon certains chercheurs, et 800 par la population locale. Ces puits sont éparpillés dans la région de Moanda, parfois voisins de cases de populations pauvres.

1. <http://www.hydrocarbures.gouv.cd/?AMONT-PETROLIER13>

2. NZAU MATUTA Joseph, Droit congolais des hydrocarbures : reconnaissance, exploration et production, ICES, Paris, p. 119



A ce jour, Perenco Rep est l'unique société pétrolière en production de la RDC et devrait représenter une source importante de recettes fiscales pour le pays et une opportunité de développement local. Perenco exploite en RDC 11 champs onshore et offshore pour une production moyenne de 25 000 barils par jour. Le programme de forage onshore, démarré en 2002, a permis la mise en service d'environ 25 puits par an.<sup>1</sup>

Depuis plus de 40 ans, le pétrole est exploité dans le territoire de Muanda, en République Démocratique du Congo. Mais, loin de constituer une clé pour le développement socio-économique de ce territoire, l'extraction pétrolière produit plutôt des impacts négatifs importants pour les communautés, à savoir : pollution des eaux, de l'air, des sols, destruction des cultures vivrières, raréfaction des ressources en poissons.

Ainsi, les impacts cumulés de la pollution (déversements et fuites de brut, brûlage des gaz associés, mauvais traitement des déchets) portent atteinte aux droits des populations, notamment en termes de droit à la santé, à l'alimentation et aux moyens de subsistance.

Depuis 2010, au moins 158 faits de pollution ont été attribués à la société pétro gazière pour ses activités en République Démocratique du Congo, parmi lesquels de nombreux cas de torçage de gaz. Une pratique polluante pourtant interdite dans le pays depuis 2015. Une immense flamme et ses fumées noires s'élèvent à l'horizon, non loin des champs de palmiers des communautés locales qui affirment que les récoltes sont mauvaises.

Autrefois, les pirogues de pêcheurs s'alignaient sur les rives de ce timbre-poste de sable blond, de cocotiers et de mangrove. Elles ont cédé la place aux porte-conteneurs qui relient Pointe-Noire (Congo Brazzaville) et Luanda (Angola) aux ports fluviaux de Boma et Matadi (RDC).

L'agriculture qui est un emploi indépendant, permanent et adapté aux compétences et besoins socio-économiques des Communautés Locales (COLO) et Peuple Autochtones (PA) est essentielle pour les droits à l'alimentation et d'accès au travail. Cette activité permet tout juste de nourrir la population, les occuper économiquement et socialement. Cette population qui ne cesse d'augmenter et dont les besoins en pourvoit aux droits socio-économiques et culturels, deviennent de plus en plus une exigence fondamentale pour la communauté et les Etats .



1. « Pétrole à Muanda : la justice au rabais », rapport de CCFD-Terre solidaire sur l'exploitation pétrolière à Moanda



A l'heure où la République Démocratique du Congo projette l'ouverture de pas moins de 27 nouvelles concessions d'hydrocarbures supplémentaires, contre trois seulement actuellement. L'on peut dire par déduction que les activités agricoles, de pêche et les autres connectées à ces deux premières par exemple, ont été sacrifiées avec toutes les conséquences actuelles sur la vie des populations de cette zone et ceci au profit de Perenco, et c'est depuis les années 1960 et le résultat aujourd'hui n'est que de 25.000 barils de pétrole par jour au profit de cette multinationale.

Les pêcheurs et les autres acteurs exerçant des emplois dépendant des activités agricoles, pastorales et de pêche, pourtant ces activités ont été utiles pour les communautés, pour les exportations et ont financé l'Etat en impôts et taxes de manière régulière depuis avant 1960 et sans créer des dégâts environnementaux et sociaux de l'échelle actuelle.

## La ville de Moanda est la preuve que l'exploitation pétrolière et gazière ne peut apporter le développement.



Les conséquences de l'exploitation pétrolière dans la région côtière du Kongo Central ne semblent pas avoir un impact économique positif, surtout au niveau local. Au contraire, cela engendre des coûts écologiques et sociaux considérables pour les populations locales.

D'après les rapports des ONG congolaises «RENAD» et le CCFD Terre Solidaire, les fuites et les émissions de gaz et de boue polluent l'environnement et mettent en péril les droits fondamentaux des habitants.

Malgré l'existence d'une ressource naturelle abondante, la population locale continue de vivre dans une grande pauvreté. La malnutrition est courante et les infrastructures et les services essentiels font défaut, avec un taux de chômage atteignant les %95.

Les déclarations des membres du gouvernement sur le respect de l'environnement dans le cadre de l'exploitation pétrolière sont remises en question, par la mauvaise gestion et le non-respect des droits humains et environnementaux à Moanda.

Il est impossible de garantir une exploitation pétrolière respectueuse de l'environnement à ce stade, car cela dépendra des études et des négociations à venir. Cette affirmation est donc incertaine, scientifiquement moins soutenable et inadaptée, car elle est motivée par des facteurs tels que les coûts, les pertes, les profits et le temps plutôt que par la sauvegarde sociale et environnementale. Vivre à Moanda, c'est être confronté quotidiennement aux conséquences de cette exploitation pétrolière, sans connaître exactement les impacts sur la santé, l'alimentation et le milieu naturel. De plus, cette exploitation se déroule sur une aire protégée.

D'après plusieurs rapports de 2007 à nos jours, les organisations de la société civile ont pu compter au moins 158 marqueurs d'impact publiés. Malgré un tel faisceau d'indices, aucune étude d'impact sanitaire et environnementale systématique et approfondie n'a encore été publiée à ce jour. Paradoxe observé, ce que même la population de Muanda n'a pas accès à une électricité de qualité moins encore qu'elle a des difficultés en termes d'approvisionnement en gaz pour la cuisson et autres besoins.<sup>1</sup>

### Le rôle du COCODEM dans le développement de Muanda

La création de COCODEM est légale suivant l'article 298 du règlement des hydrocarbures qui dispose que « conformément aux articles 77 et 138 de la loi, le Ministre prend un arrêté portant organisation et fonctionnement du comité de concertation chargé de la coordination des interventions sociales en faveur des populations riveraines ».

Ce comité créé par arrêté ministériel, est chargé notamment de (i) élaborer les projets de développement en fonction des besoins de la population ainsi que du budget y affecté et assurer le suivi de la réalisation des projets.

En effet, l'Alliance WOYO, une des composantes du COCODEM, estime que l'Etat congolais récupère en grande partie les royalties et les dividendes de pétrole au détriment des populations locales qui se contentent de miettes à hauteur de 210.000 USD par an. Cette somme qui est mise à la disposition des communautés locales est gérée conjointement par le Comité de Concertations pour le Développement de Muanda (COCODEM) et PERENCO-REP.

Elle est logée dans le compte de cette entreprise qui associe COCODEM pour l'élaboration et le suivi des projets dont les actions sont axées sur 3 volets, à savoir : l'éducation, la santé et l'énergie.. Pourtant, ladite somme est une rétrocession de l'Etat congolais à la population locale.

Selon le staff du COCODEM, le rôle du COCODEM est bel bien rempli comme courroie de transmission entre la population et les sociétés pétrolières. En effet, il sélectionne différents projets qui doivent être financés par le fonds d'intervention sociale qui est de 210.000 USD décaissé par an au titre d'intervention sociale au profit de la population locale suivant un programme concerté entre COCODEM, le Ministre des Hydrocarbures et la PERENCO-REP. Mais ces fonds sont insuffisants par rapport aux attentes des populations autochtones confrontées aux difficultés qui sont majeures dont il faut beaucoup de moyens.

Il y a aussi un flou qui est entretenu du fait que les communautés n'arrivent pas à distinguer les projets réalisés par COCODEM dans les 210.000 USD conventionnels et ceux réalisés par PERENCO-REP dans le montant non conventionnel de 2.000.000 Usd. En effet, tous les projets exécutés portent la mention « financé par PERENCO-REP ».

1. <https://www.environews-rdc.org/articles/14/12/2022/hydrocarbures-perenco-en-rdc-le-calvaire-des-populations-de-muanda>

Mais ce cadre accuse quelques faiblesses notamment la coordination ne communique pas avec les communautés sur les interventions sociales en faveur des populations riveraines; la réalisation des projets qui peuvent avoir des répercussions sur leur cadre de vie, qu'il s'agisse de la pollution, des impacts sur l'eau, l'air, la santé ou le sol.

Pour beaucoup des membres des communautés. COCODEM : Un cadre peu efficace dans la consultation et la participation des communautés aux décisions qui affectent leur cadre de vie à Muanda.

Il ne facilite pas la cohabitation pacifique entre l'entreprise et les communautés locales de Muanda qui devrait être réalisée par le « Comité de Concertation pour le Développement de Muanda (COCODEM) », comme on peut le voir en lisant les correspondances entre Perenco Rep, l'Administrateur de Territoire, COCODEM et les communautés locales.

Le regroupement des communautés recommande au COCODEM de jouer son rôle de courroie de transmission positivement en défendant dans la légalité les intérêts des parties concernées, les autochtones et l'Etat congolais sans être juge et partie.

## **Les champs appartenant aux communautés sont victimes de la destruction par Perenco.**



Dès 2013, un rapport du Sénat congolais recueillait déjà les témoignages des agriculteurs et des pêcheurs basés à Muanda et mentionnait un "exode forcé" des populations dépendant des terres et des eaux locales. Un phénomène qui persiste à ce jour à travers plusieurs localités situées sur le bloc pétrolier de Perenco, selon des témoignages anonymes que nous avons pu recueillir.

Là encore, la société distribue les remèdes aux maux qu'elle sème - mais les villageois n'en semblent pas satisfaits: "La société nous donne quelques sacs de riz, des haricots, de la sauce tomates... Mais cela reste insuffisant", confie un habitant de la région souhaitant garder l'anonymat par peur de représailles. On peut donc dire ici qu'on assure la destruction de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage pour consolider une dépendance alimentaire des populations, une insécurité alimentaire caractérisée par une faim aiguë pour maintenir le contrôle de l'espace par la distribution de la nourriture de fois inadaptée.



“Moanda était un point focal pour la production d’essences d’arbres. Les anacardiens servaient au jus – mais plus aujourd’hui, Perenco nous dit que l’espèce cultivée n’est plus adaptée à ce milieu, ou que si les cocotiers disparaissent, c’est à cause du réchauffement climatique... On nous parle de la disparition des insectes pollinisateurs. Mais, nous ne sommes pas experts”.

### La pratique du torchage illégal provoque des conséquences néfastes pour la santé.

Les torchères de Perenco contribuent activement à la dégradation de l’écosystème, affectant la qualité de l’air et détruisant les êtres vivants dans l’océan. Ceux-ci ont été identifiés comme responsables de la mort de plusieurs êtres vivants. Il a été documenté qu’il existe des impacts sanitaires associés aux torchères. Selon plusieurs experts locaux, il y a eu une augmentation des cas de prurit, de diarrhées, de maladies respiratoires et de contaminations au benzène dans quatre villages de la région de Muanda. Ces impacts sont liés directement à l’augmentation de l’extraction de pétrole dans la région.

Des malformations à la naissance et une augmentation des maladies respiratoires ont également été observées en lien avec l’exposition au benzène chargé dans l’air torché. Le benzène est un arôme que l’on retrouve dans les hydrocarbures et qui est reconnu comme cancérigène.

Les risques sanitaires liés au torchage ont été documentés à travers le monde et ne font l’objet d’aucun doute. Les morbidités et décès associés à ces activités n’ont toutefois pas encore été quantifiés. Les impacts sur les corps humains restent méconnus. Néanmoins, les impacts sur les cultures agricoles et l’environnement en général sont très clairs.

### Impact de l’exploitation sur l’environnement

De nombreuses activités liées à l’utilisation du pétrole ont des conséquences environnementales et climatiques directes et significatives, mettant en danger la faune et la flore locales. Les risques sont notamment évidents dans la région de Perenco, où la côte, le parc marin de la mangrove, ainsi que les villes et villages aux alentours des champs pétrolifères sont exposés à la destruction de leurs habitats et à la disparition de leurs populations animales et végétales.

Selon l’Environmental Research Forum, l’impact des opérations de Perenco dans la région est équivalent à l’empreinte carbone annuelle de 21 millions de citoyens congolais en 2021. Cela est particulièrement préoccupant étant donné que la population du découpage administratif du centre du Congo ne s’élève qu’à environ 6 millions d’habitants, alors que la région est beaucoup plus vaste que Muanda.

Plusieurs actes de destruction environnementale ont été signalés, en particulier dans le village de Kinkazi, où des déversements de boue de forage toxique mélangée à du ciment ont été enfouis par des tractopelles ou répandus sur le sol. Des faits similaires ont été rapportés dans la localité de Nsiamfumu, pouvant entraîner la pollution des sols et de l’eau lors des pluies.

Ces pratiques ont un impact négatif sur l’environnement et menacent la santé des habitants de la région. Notons que les conséquences de ces activités de Perenco sont alarmantes et nécessitent des actions urgentes pour préserver l’écosystème local et apaiser les risques encourus par les populations locales.



## 2. NIGERIA : Delta du Niger

La production pétrolière au Nigeria a commencé depuis plusieurs années et c'est en 1975 qu'un premier pétrole a été extrait, notamment dans la plus grande zone pétrolière, le Delta du Niger.

Actuellement, le Nigeria est compté comme le plus grand producteur de pétrole en Afrique avec une capacité à produire jusqu'à 1,267 baril par jour. Il est également le pays le plus polluant d'Afrique. Les preuves démontrent qu'entre 2011 et 2017, près de 18 millions de litres de pétrole ont contaminé le sol et l'eau de la plus grande forêt de mangroves d'Afrique. Dans un rapport publié en 2011, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, PNUD, en sigle, a condamné la catastrophe écologique sans précédent et la catastrophe humaine imminente en projection.

Au Nigeria la malédiction de l'or noir a clairement laissé ses empreintes en détruisant la vie humaine et les ressources naturelles, plusieurs habitants ont vu leurs rivières et sources de leur alimentation polluées par les diverses marées noires,

supprimant ainsi plusieurs espèces de poissons auparavant consommées par les communautés.

Également, la gestion de l'exploitation pétrolière est problématique. Les autorités gouvernementales privilégient les bénéfices économiques et ne semblent pas prêter une attention suffisante aux impacts environnementaux et sociaux. Dans le delta du Niger, la situation est particulièrement alarmante. Depuis plus de 64 ans, la pollution causée par l'extraction du pétrole a ravagé cette région du sud-est du pays. Les nappes phréatiques sont contaminées, les rivières sont polluées et l'agriculture ainsi que la pêche sont gravement touchées.

Autrefois sources de nourriture pour les communautés locales, ces activités sont devenues un calvaire en raison de la contamination des sols et des cours d'eau. Il est urgent de trouver des solutions pour préserver la vie humaine et l'environnement, qui doivent être considérés comme des priorités absolues et non pas simplement comme des bénéfices économiques secondaires.

Les communautés du delta du Niger ont une ambition : obtenir réparation pour les générations futures. Pourtant, leur environnement naturel a été tellement détruit qu'il est devenu impossible pour les jeunes de gagner de l'argent par la pêche comme leurs aînés. C'est donc sans surprise que l'accès à l'éducation est compromis puisque celle-ci dépend de l'argent disponible. Malheureusement, la situation ne va pas s'améliorer.

En effet, de nombreux rapports évoquent des menaces sérieuses pour la santé de la population, notamment en raison de l'eau potable contaminée, mais également par la baisse de la production des écosystèmes.

Plus inquiétant encore, la pollution affecte de plus en plus des endroits et pénètre profondément dans l'environnement. Face à ces constats, l'amertume est de mise pour ceux qui ont connu un delta du Niger plus accueillant.

L'espérance de vie dans le delta du Niger est de 40 ans, soit 14 ans de moins que dans le reste du pays. La région a également les taux de cancer de la peau et de fausses couches les plus élevés du pays. Les femmes sont également les principales victimes de la pollution par les hydrocarbures.<sup>1</sup>

Autrefois, les communautés s'occupaient de la terre à la main, mais maintenant ils sont forcés d'interagir avec une terre polluée en touchant et en respirant les particules toxiques. En effet, la texture a changé de façon significative et ne peut plus être considérée comme fertile.

Les agriculteurs doivent compter sur des engrais chimiques pour leurs cultures, mais leur production alimentaire dépend encore de l'aide extérieure.

Les autorités ont signalé que 60 % des 31 millions de personnes dans le delta du Niger dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Les résidents se battent pour que justice leur soit rendue, car, la pollution a eu un impact sur leur mode de vie. Les résidents ne peuvent plus pêcher ou boire l'eau sans conséquences néfastes sur leur

Les autorités ont signalé que 60 % des 31 millions de personnes dans le delta du Niger dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Les résidents se battent pour que justice leur soit rendue, car, la pollution a eu un impact sur leur mode de vie. Les résidents ne peuvent plus pêcher ou boire l'eau sans conséquences néfastes sur leur santé.

Selon Amnesty international, présent dans le delta du Niger, il est courant que les compagnies pétrolières falsifient les documents concernant les conséquences des fuites minimiser les faits permettrait de s'exonérer du versement de dommages et intérêts aux communautés locales.

« Il y a une puissance des pétroliers très importante vis-à-vis du gouvernement nigérian et des fonctionnaires nigériens qui, souvent, dépendent des compagnies pétrolières, y compris pour se transporter sur les lieux des fuites. Bien souvent, comme c'est le pétrolier qui tient la plume, c'est lui qui a le dernier mot », souligne Jacques Viers, chargé du dossier concernant le delta du Niger chez Amnesty International depuis dix ans. « Nous allons souffrir jusqu'au jour où un gouvernement fermera cette plaie qu'est la corruption ».

Bien au delà et en dépit d'être le premier producteur du pétrole en Afrique, les conséquences de cette exploitation pour les finances publiques du pays sont catastrophiques. Le déficit budgétaire a dépassé 6 % du PIB l'an dernier et la dette atteint 40 % de la richesse nationale, contre 30 % il y a cinq ans. Le pays n'a pas profité absolument de la flambée des cours du pétrole qui a rempli les coffres d'autres pays producteurs depuis 2021, dans le Golfe notamment.<sup>3</sup>

66

Nous allons souffrir jusqu'au jour où un gouvernement fermera cette plaie qu'est la corruption.<sup>2</sup>

1. <https://reporterre.net/Le-petrole-continue-a-devaster-le-delta-du-Niger>  
2. <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/11/2015/shell-false-claims-about-oil-pollution-exposed/>  
3. <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/au-nigeria-la-manne-du-petrole-ne-cesse-de-decliner1909822->





### 3. États unies d'Amérique . État de Californie

Les États-Unis d'Amérique est compté parmi les 3 plus grands producteurs des hydrocarbures, à l'occurrence du pétrole et du gaz. Quelques statistiques renseignent qu'avec 712,7 millions de tonnes de pétrole en %17) 2020 de la production mondiale), ils arrivent largement en tête en produisant %36 de plus que la Russie (524,4 Mt, 12,6 %) et %70 de plus que l'Arabie saoudite (419,6 Mt, 12,5 %), et marginalisent l'Irak (4e rang, %6) ou le Canada (5e rang, %5).<sup>1</sup>

Malgré toutes les ressources que l'exploitation des hydrocarbures apporte au gouvernement américain, les impacts environnementaux restent aussi très évidents surtout dans l'Etat de Californie, qui est le plus peuplé et aussi l'un des principaux producteurs de pétrole aux États-Unis.

Pour y remédier progressivement et tenant compte des engagements pris à travers notamment l'accord de Paris pour lutter contre le changement climatique, satisfaisant notamment l'objectif de neutralité carbone de son économie d'ici 2045 des USA, le gouverneur de Californie, Gavin Newsom a annoncé le 23 Avril 2022, qu'il attend interdire à partir de 2024 l'exploitation pétrolière par fracturation hydraulique, qui est une méthode d'extraction d'hydrocarbures controversée pour son impact sur l'environnement, parce qu'elle est basée sur sa capacité à fragiliser et à créer des fissures dans les roches, elle modifie l'équilibre tectonique local et la pression du sous-sol. Bien au-delà, Il vise à stopper progressivement toute exploitation pétrolière au plus tard en 2045.<sup>2</sup>

1. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/geographie-critique-des-ressources/articles/gaz-et-petrole-de-schiste-etats-unis#:~:text=Avec2%20712%20%7millions20%de,e20%rang2%C25%20%205%>

2. <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/-20210424p%C3%A9trole-la-californie-va-interdire-la-fracturation-hydraulique-%C3%A-Opartin-de2024->

# IV

## Les enjeux des appels d'offre pour l'exploitation des blocs pétroliers et gaziers en RDC

---







## Que retenir de l'avis à manifestation d'intérêt pour les appels d'offres d'exploitation des hydrocarbures en RDC ?

En date du 28 Juillet 2022, le gouvernement congolais avait lancé les Avis à Manifestation d'Intérêt, pour les appels d'offres d'attribution des droits d'hydrocarbures en RDC.

Ses AMI relèvent de la volonté du gouvernement de valoriser les ressources en hydrocarbures de 27 blocs pétroliers et 3 gaziers.

Le gouvernement congolais pense que les appels d'offres permettront au pays, non seulement de développer son industrie pétrolière et gazière, mais surtout de contribuer au développement socio-économique des populations à travers son impact en termes de création d'emplois, de la fourniture d'électricité pour finalement améliorer la vie de nombreux ménages.

De plus, des investissements de diverses natures qui seront actés dans les contrats de partage de production vont permettre le développement des infrastructures notamment celles à caractère social.

Il est donc important de noter que la plupart des blocs sont situés ou superposés sur des droits coutumiers ou sur des concessions des régimes fonciers

dédiés à la conservation, c'est le cas par exemple du Bloc V, Bloc Upemba, etc....

Il en est de même aussi des blocs Gazier où les communautés font entre autre la pêche, le cas des communautés des pêcheurs dans le territoire de Muanda qui, chaque jour constate la disparition des espèces halieutiques qui engendre la baisse de leurs revenus et la montée de leur pauvreté.

En réalité, en des mots proches du langage paysan, ces blocs sont des terres, des eaux qu'utilisent les communautés locales pour leurs activités économiques, sociales, culturelles, ainsi que pour le transport.

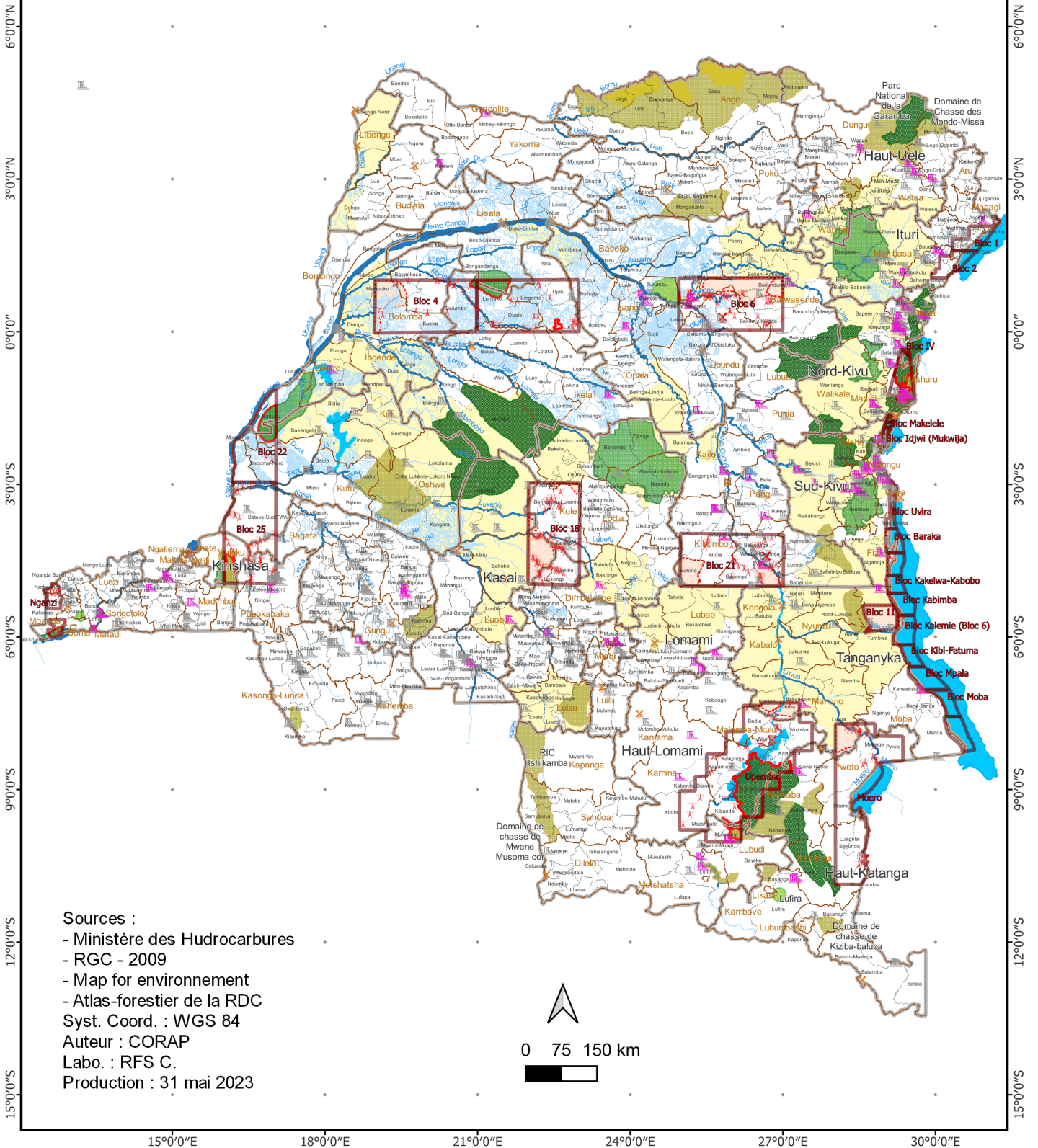
La simple question mais fondamentale que la population pose souvent c'est celle de savoir si cette exploitation se passe sur les terres de qui ? et où ?

En effet, ceci revient du fait que les communautés et les PA sont attachées à leur terre, leur terroir et ces terres ont des valeurs culturelles incalculables, inaccessibles et non évaluables en numéraire ou compensation.



15°0'0"E 18°0'0"E 21°0'0"E 24°0'0"E 27°0'0"E 30°0'0"E

# SITUATION BLOCS PETROLIERS & GAZIERS



Sources :  
 - Ministère des Hydrocarbures  
 - RGC - 2009  
 - Map for environnement  
 - Atlas-forestier de la RDC  
 Syst. Coord. : WGS 84  
 Auteur : CORAP  
 Labo. : RFS C.  
 Production : 31 mai 2023



- |                                       |                            |                       |
|---------------------------------------|----------------------------|-----------------------|
| <b>Infrastructures</b>                | <b>Aires protégées</b>     | <b>Administration</b> |
| Centrales hydroélectriques existantes | Parc National              | Blocs pétroliers      |
| Centrales hydroélectriques projetés   | Réserve de Biosphère       | Gaziers               |
| Centrales thermiques existantes       | Réserve de faune           | <b>Hydrographie</b>   |
| Sites hydroélectriques -10MW          | Réserve scientifique       | Cours d'eau           |
|                                       | Réserve naturelle          | Lac                   |
|                                       | Domaine de chasse          | Fleuve & rivière      |
|                                       | Terres indigènes           |                       |
|                                       | Terres indigènes en danger |                       |

Le tableau ci-dessous retrace la liste des 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers retenus à travers le pays, leurs superficies, leurs territoires, leurs provinces d'appartenance, ainsi que les noms des entreprises sélectionnées pour le cas des blocs gazier

## Liste de 27 blocs pétroliers et leur localisation

N °	Bloc - pétrolier	Superficie Km2	Territoire	Province
<b>I. Pour le Bassin côtier (3 Blocs)</b>				
1	<b>Bloc Yema II</b>		Muanda, district de Bas-fleuve,	Kongo-Central.
2	<b>Bloc Nganzi</b>		Lukula et de Tshela, district de Bas-fleuve,	Kongo-Central
3	<b>Bloc Matamba-Makanzi II</b>		Muanda, district de Bas-fleuve	Kongo Central
<b>II. Pour la Cuvette Centrale (9 Blocs)</b>				
1	<b>Bloc 4</b>	24.430	Bolomba et Basankusu	Équateur
			Boende et Befale	Tshuapa
2	<b>Bloc 4B</b>	24.430	Befale, Boende, Djolu	Tshuapa
			Bongandanga, Bokungu, Ikela	Mongala
			Yahuma	Tshopo.
3	<b>Bloc 6</b>	24.430	Banalia, Bafwasende, Isangi, Ubundu, Opala	Tshopo
4	<b>Bloc 18</b>	24490	KOLE, Lodja, Lusambo et Lomela	Sankuru
			Mweka et Dekese	Kasai
			Demba et Dimbelenge	Kasai Central
5	<b>Bloc 21</b>	24.500	Kasongo, Kibombo, Kabambare	Maniema
			Katako-Kombe et Lubefu	Sankuru
6		15550	Lukolela	Equateur

	<b>Bloc 22</b>		Yumbi, Bolobo et Mushi*	Mai-Ndombe
<b>7</b>	<b>Bloc 25</b>	30400	Ville	Kinshasa
<b>8</b>	<b>Bloc Upemba</b>	46519		Haut-Lomami, Haut-Katanga, Lualaba et Tanganyika.
<b>9</b>	<b>Moero</b>	28160	Kasenga, Pweto	Haut-Katanga
			Moba et Manono	Tanganyika
<b>III. Pour le Graben Tanganyika (11 Blocs)</b>				
<b>1</b>	<b>Bloc Kibanga Kisoshi</b>	1.694	Fi	Sud Kivu ;
<b>2</b>	<b>Bloc Kalemie</b>	2.600	Kalemie	Tanganyika
<b>3</b>	<b>Bloc Kituku Moliro</b>	2.600	de Moba	Tanganyika
<b>4</b>	<b>Bloc Mulula Lubanga</b>	4.631	Kalemie	Tanganyika
<b>5</b>	<b>Bloc Uvira</b>	1600	Uvira et Fizi	Sud Kivu
<b>6</b>	<b>Bloc Baraka</b>	1600	Fizi	Sud Kivu
<b>7</b>	<b>Bloc Kakelwa- Kabobo</b>	1400	Fizi et de Kalemie	
<b>8</b>	<b>Bloc Kabimba</b>	1800	Kalemie	Tanganyika
<b>9</b>	<b>Bloc Kibi-Fatuma</b>	1600	Moba et de Kalemie	Tanganyika
<b>10</b>	<b>Bloc Mpala</b>	2550	Moba	Tanganyika
<b>11</b>	<b>Bloc Moba</b>	2100	Moba	Tanganyika
<b>IV. Pour le Graben Albertine (4 Blocs)</b>				
<b>1</b>	<b>Bloc I</b>	3880	Mahagi et Djugu	Ituri.
<b>2</b>	<b>Bloc II</b>	3090	Irumu et Djugu	Ituri
<b>3</b>	<b>Bloc IV</b>	4481	Beni, Oicha, Butembo et Lubero	Nord-Kivu
<b>4</b>	<b>Bloc V</b>	6581	Lubero et Rutshuru	Nord-Kivu



## Liste de 3 blocs gaziers

N	Bloc - pétrolier	Superficie Km2	Territoir e	Province	Entreprises qui ont gagné
1	<b>Bloc Makelele</b>	167 51		Sud-Kivu	Symbion Power & Red
2	<b>Bloc Idjwi</b>	185 78		Sud-kivu	Winds Exploration and Production LLC
3	<b>Bloc Lwandjofu</b>			Sud-kivu	Alfajiri Energy Corporation







## Quels bénéfices pour la RDC ?

Suivant les interventions dans les médias du Ministre des Hydrocarbures de la RDC, Monsieur Didier Bidimbu, il ressort que la RDC pourra gagner à travers l'exploitation des blocs pétroliers et gaziers, au moins 200.000.000.000.000 (deux cent mille milliards de dollars américain). Bien au-delà, il y aura création d'emploi et plusieurs autres avantages.

Il est vrai que les chiffres avancés excitent beaucoup de congolais. Cela renvoie même à la question de savoir pourquoi continuer à garder les ressources sous-sol, alors que les populations sont dans l'extrême pauvreté ?

Madame la Vice Première Ministre, Ministre de l'Environnement et Développement Durable, Eve Bazaiba s'était présentée comme la première défenseurs du lancement des appels d'offres à cause notamment des bénéfices du point de vue économique, en oubliant la dimension développement durable qui impose le respect de l'environnement, les avantages sociaux aux côtés du besoin de l'accroissement économiques des recettes de l'Etat.

De part les expériences dans plusieurs pays en développement, les discours

sur les gains tirés de l'exploitation des ressources est souvent propagandiste, parce qu'ils ne reflètent pas toujours les réalités en ce qui concerne la création des richesses, des emplois et d'autres.

Il est pour ce faire, constaté que dans plusieurs pays, le potentiel de création d'emplois est l'un des avantages les plus surestimés de l'exploitation pétrolière. Environ 1% de la main-d'œuvre de toutes les installations pétrolières et gazières en Afrique, est africaine. La majeure partie des travailleurs africains du secteur sont employés à titre contractuel, et presque jamais à des postes de niveau managérial.

**Face à cette réalité, nous nous posons la question de savoir, si les chiffres avancés sont soutenus par quelle étude ?**

66

“Moanda était un point focal pour la production d'essences d'arbres. Les anacardiens servaient au jus – mais plus aujourd'hui, Perenco nous dit que l'espèce cultivée n'est plus adaptée à ce milieu, ou que si



## Que pensent les communautés ?

En 2022 plusieurs organisations dont Greenpeace, Dynamique POLE, MJPE et tant d'autres ont mené une enquête pour recueillir les avis des communautés locales vivant près de quelques sites visés par l'exploitation des blocs pétroliers.

Leurs descentes sur terrain ont permis de constater que plus d'un million des populations vivant autour de ses sites situés dans les provinces de la Tshuapa, Equateur et Haut-Lomami, seront directement impactés par les projets pétroliers avenir.

Ses zones regorgent des écosystèmes diversifiés composés par des vallées et de montagnes, de prairies, de savanes, de forêts communautaires, des tourbières, d'importantes rivières telles que la rivière Lualaba et des lacs Upemba, Mulenda, Kabwe et Kayumba.

Nous notons également la présence des zones protégées et désignées comme réserve de biodiversité par l'UNESCO en raison de leur grande concentration de mammifères tels que les éléphants, les hippopotames, les antilopes et les buffles, les reptiles tels que les crocodiles, les batraciens, les oiseaux, les poissons et une vaste zone humide.

De ce qui précède, les communautés locales de Tshuapa, Equateur et Haut-Lomami, Muanda où les enquêtes

ont été menées signifient qu'elles ne sont pas prêtes à céder aux caprices du gouvernement et disent non à l'exploitation pétrolière en privilégiant des solutions alternatives qui sécurisent leurs intérêts, qui prône la protection des droits des communautés, de l'environnement et qui tiennent compte des générations futures.

### **Les recommandations suivantes ont été formulées par les communautés consultées :**

L'annulation immédiate des appels d'offres de blocs pétroliers et gaziers. Pas de nouveau pétrole et gaz en RDC.

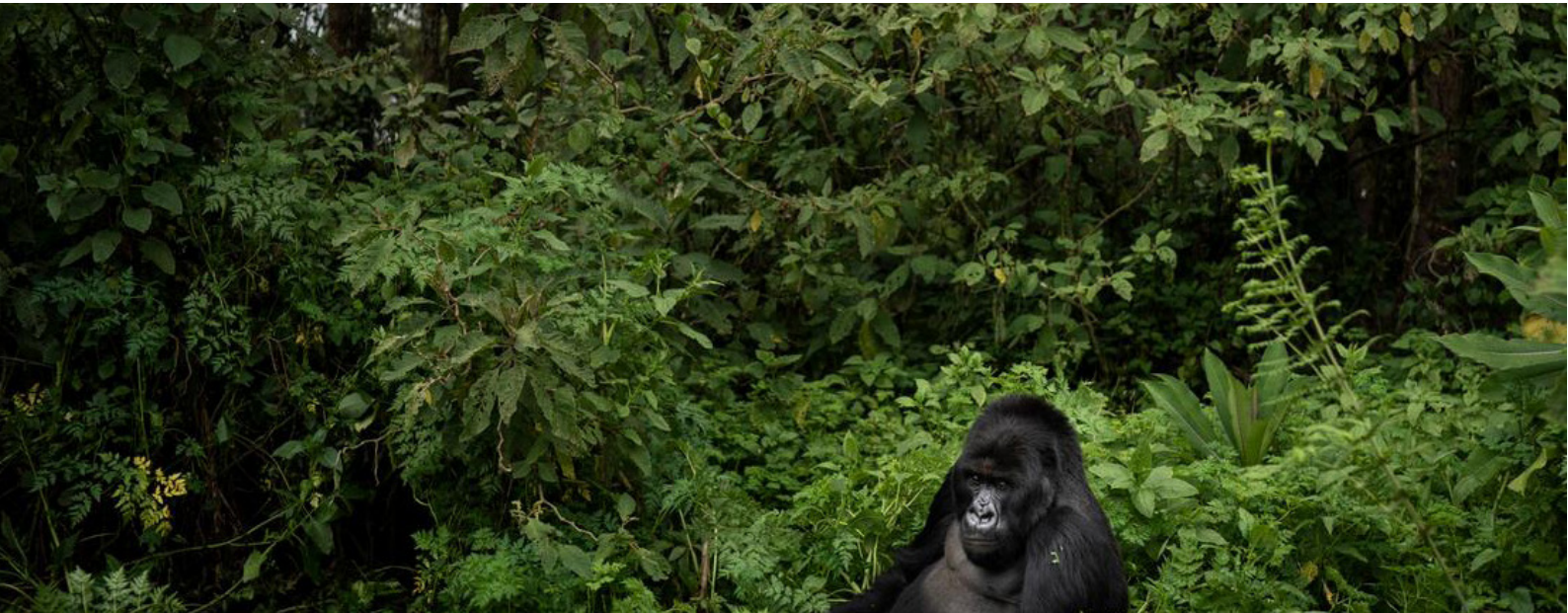
La Promotion des investissements dans les énergies renouvelables comme solution pour les populations vivant en milieu rural. Le pétrole et le gaz sont des sources d'énergie non renouvelables, ce qui les rend peu fiables et constitue une menace éventuelle pour la sécurité énergétique. Cela signifie donner la priorité à l'accès à l'énergie des Congolais plutôt qu'à l'exportation de combustibles fossiles et à d'autres voies vers un développement économique vert. Les investissements dans le pétrole et le gaz retardent la transition vers une énergie propre, à long terme, et entraînent une dépendance continue aux combustibles fossiles.



La sécurisation des droits fonciers des communautés locales et des peuples autochtones, notamment par le biais des droits de gestion communautaire des forêts et de la nouvelle loi sur les peuples autochtones de la RDC, afin qu'ils puissent contrôler leur propre développement.

Les entreprises internationales et les bailleurs de fonds qui envisagent de participer au développement et au financement de l'un des blocs pétroliers et gaziers mis aux appels d'offres doivent être avertis de l'absence de toute preuve que même les éléments de base des normes financières les plus importantes, y compris les normes de performance minimales respectées par la Banque mondiale/IFC, les normes<sup>39</sup> les principes de l'Équateur 40 et d'autres sont suivis, y compris les exigences clés telles que par ex. le Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP), ou un engagement plus large en faveur des droits de l'homme.

1



## Quels risques de l'exploitation des hydrocarbures

**Toute exploitation des hydrocarbures présente des risques énormes, qu'ils soient sur le plan environnemental, économique, social et sanitaire. Sans la moindre prétention d'être exhaustive, dans le présent guide, nous en citons quelques uns en rapport avec l'exploitation des hydrocarbures pour la RDC :**

- » Risque d'endettement du pays vu la grande probabilité de la baisse de la demande des hydrocarbures avant la production du brut qui n'arrivera pas dans les 10 à 15 ans ;
- » Développement des actifs échoués ;
- » Vision de développement contraire aux engagements internationaux de lutter contre le changement climatique ;
- » Destruction des moyens de subsistance des populations et aggravation de la pauvreté en RDC ;
- » Destruction des écosystèmes forestiers et de la biodiversité unique et rare dont dispose la RDC dans les réserves, forêts et Parcs Nationaux,

- » Privation des milliers des populations des moyens de survies , emplois et terres alors que la faim , le chômage et la pression foncière se font déjà sentir et qu'il fallait avoir un plan de la réduction de ces risques par les moyens et ressources durables existants ;
- » Risque inévitable d'une insécurité foncière et accaparement des terres des communautés locales et des peuples autochtones à la suite de la superposition des titres et des droits sur les concessions sises sur les terres gérées , exploitées, utilisées à des usagers multiples par les paysans , tensions et conflits qui en sortiront;
- » Impacts irréversibles sur la santé des populations et réduction de l'espérance vie ;
- » Violation des engagements internationaux et régionaux, ainsi que des lois du pays
- » Série des plaintes contre le gouvernement congolais pour avoir lancés les appels d'offres sur des blocs pétroliers et gaziers sans respecter la légalité et les principes environnementales.

Privation des milliers des populations des moyens de survies , emplois et terres alors que la faim , le chômage et la pression foncière se font déjà sentir et qu'il fallait avoir un plan de la réduction de ces risques par les moyens et ressources durables existants ;

Risque inévitable d'une insécurité foncière et accaparement des terres des communautés locales et des peuples autochtones à la suite de la superposition des titres et des droits sur les concessions sises sur les terres gérées , exploitées, utilisées à des usagers multiples par les paysans , tensions et conflits qui en sortiront;

Impacts irréversibles sur la santé des populations et réduction de l'espérance vie ;

Violation des engagements internationaux et régionaux, ainsi que des lois du pays

Série des plaintes contre le gouvernement congolais pour avoir lancés les appels d'offres sur des blocs pétroliers et gaziers sans respecter la légalité et les principes environnementales.



# V

## Alternatives

---







Depuis la COP 26, la RDC a développé un discours basé sur la vision “Pays solution”, parce que le pays possède des ressources naturelles importantes qui pourront aider à sauver le monde face à la problématique du réchauffement climatique. Ses ressources sont la forêt, l’eau et les minerais stratégiques.

Ses ressources sont pour nous très importantes comme grande alternative au projet d’exploitation des hydrocarbures qui feront en sorte que la RDC soit comptée parmi les pays non-pollueurs. Parce qu’elles sont tout d’abord abondantes, mais aussi renouvelables.

De cette compréhension, la RDC a donc la possibilité de développer des stratégies adaptées pour se positionner à l’échelle globale comme pays leaders des énergies renouvelables et du développement dans le contexte de la transition énergétique et une telle orientation stratégique correspondrait à la vision de “Pays Solution”.

De façon spécifique, les alternatives suivantes sont à prendre en considération :



## Énergie renouvelable

Les énergies renouvelables sont aujourd’hui au centre des échanges des grands rendez-vous énergétiques, parce que ce type d’énergie est bon pour la préservation de notre planète. Ces énergies sont inépuisables et contribuent grandement à l’amélioration des conditions climatiques, tout en garantissant les besoins énergétiques des nôtres et des générations futures.

### **La grande question est quels sont les avantages réels des énergies renouvelables ?**

Contrairement aux énergies fossiles, les énergies renouvelables restent inépuisables, c’est-à-dire qu’en quelque sorte et contrairement aux énergies comme le pétrole, le gaz ou le charbon, elles sont inépuisables.



C'est l'une des principales raisons pour lesquelles il est logique de commencer à investir sur les énergies renouvelables plutôt que sur les combustibles fossiles. Les énergies renouvelables réduisent le risque que les générations futures souffrent d'un accès insuffisant aux ressources énergétiques et soient confrontées à un changement climatique encore pire que celui que nous connaissons aujourd'hui.

Compte tenu de l'abondance des ressources naturelles en RDC, il devrait être clair en principe que notre pays peut utiliser son potentiel d'énergie renouvelable pour promouvoir la sécurité énergétique, assurer l'accès universel à l'électricité et créer les emplois verts dont le pays a besoin.

Le rôle qu'elle joue à l'échelle mondiale ne devrait pas être le développement des énergies fossiles. Elle peut jouer un rôle central dans la transition énergétique mondiale, mais d'une manière qui ne préserve pas les avantages des ressources au profit de quelques-uns.

Au lieu de cela, ils doivent donner la priorité à la justice et à l'équité pour les congolais. Un abandon des combustibles fossiles ne signifie pas une perte d'opportunité de développer l'économie congolaise.

Il s'agit plutôt d'une opportunité de soutenir un nouveau modèle de développement économique construit précisément sur un système énergétique ambitieux et de pointe qui peut répartir les bénéfices par la distribution d'énergie. Ce secteur a l'avantage de faciliter la création d'emplois modernes durables directs et indirects, contribuer à la réduction de la pauvreté et l'accélération de la croissance économique sur base des activités émergentes et compétitives.

L'exemple du Pool révolutionnaire de la libéralisation du secteur de l'électricité peut nous servir de modèle et d'évidence vivante. En prenant l'exemple de l'énergie des Virunga joints aux activités de conservation de la nature en 2020 et 2021, il y a plus de 15.000 emplois qui ont été entretenus, des PME mis en place et occupent des jeunes qui paient d'impôt à l'Etat.







## Tourisme



Le tourisme joue un rôle majeur dans le développement social par la création d'emplois, la redistribution des revenus et la réduction de la pauvreté. De nombreux autres avantages découlent du tourisme, à la fois écologiques et sociaux.

La RDC ne tire pas encore des recettes au diapason de ses atouts touristiques. Ce secteur est celui qui a payé le plus lourd tribut à cause notamment de la guerre de l'Est et de l'instabilité politique durant la décennie 1990 et début 2000. Entre sa faune et sa flore endémiques, son hydrographie extraordinaire qui lui offre des cours d'eau spectaculaires et des lacs majestueux, le pays a plus d'un argument touristique à faire valoir.

Le tourisme peut être un facteur de régénération urbaine et de développement rural et réduire les déséquilibres régionaux en donnant aux communautés les moyens d'assurer leur prospérité localement.

Le tourisme constitue également un moyen efficace pour faire participer les pays en développement à l'économie mondiale. Un exemple que nous pourrions mettre en exergue en rapport avec les activités touristiques qui se déroulent autour des parcs nationaux. Ils assurent des emplois stables et permanents depuis des années à des familles nombreuses, génèrent des fonds au compte du trésor public issus des activités touristiques et aspects connexes.

Il sera, pour ce faire, utile d'avoir des études qui démontrent la balance d'équilibre économique - sociale sur les risques et gains éventuels en faveur de la sauvegarde sociale.





## Agriculture



La République Démocratique du Congo est à cheval sur l'Équateur et partage ses frontières avec neuf pays notamment l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie à l'Est ; la République centrafricaine, le Soudan du Sud au Nord, la Zambie, l'Angola au Sud ; le Congo-Brazzaville y compris la partie angolaise de l'Enclave de Cabinda à l'Ouest.

Ayant une position centrale en Afrique, la RDC est un lieu d'échanges commerciaux qui sont facilités par le nombre important des points d'entrée (240 points).<sup>1</sup> Elle fait partie de diverses Communautés Régionales d'intégration et organisations de Coopération.

En RDC, les activités agricoles occupent une place importante dans l'économie, qui participent en 2013 par exemple à hauteur de près de %45 au Produit Intérieur Brut (PIB).<sup>2</sup> De par l'importance de son potentiel de développement et de sa population à plus de %70 en milieu rurale, les investissements dans le secteur agricole permettrait au pays de subir une métamorphose économique époustouflante et pourrait installer des conditions sociales acceptables, parce qu'il est un facteur essentiel de croissance économique.

Selon L'Ong américaine Innovative Resources Management sur 100 agriculteurs (maraîchers en particulier), 65 étaient pauvres par manque d'emploi rémunérateur ; 30 le faisaient pour arrondir les angles face aux salaires modiques des fonctionnaires de l'État et 5 le faisaient par tradition héritée des parents. Mais, il faut faire appel à une dimension plus commerciale pour la promotion de ce secteur qui peine à décoller en RDC, en dépit de son grand potentiel.

Tenant compte du taux de chômage supérieur à plus ou moins %85 de la population active qui caractérise le pays, l'agriculture urbaine demeure une activité très importante qui fait vivre de nombreuses familles à Kinshasa et dans plusieurs autres villes. Elle peut donc contribuer au développement durable du pays, mais seulement si la dimension de professionnalisation, qui consiste à renforcer les capacités des acteurs sur les connaissances des bonnes pratiques, des outils adaptés à utiliser, ainsi des différentes variétés de chaque semence en utilisant des produits adaptés et non dangereux pour

1. [https://unstats.un.org/unsd/environment/envpdf/UNSD\\_Yaounde\\_Workshop/Congo%20NSO%20Country%20Paper.pdf](https://unstats.un.org/unsd/environment/envpdf/UNSD_Yaounde_Workshop/Congo%20NSO%20Country%20Paper.pdf)

2. [https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/s-curit-alimentaire-niveau-de-production-agricole-et-animale#:~:text=De%20par%20%l27%importance%20de,Produit%20Int%C%3A9rieur%20Brut%20\(PIB\)](https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/s-curit-alimentaire-niveau-de-production-agricole-et-animale#:~:text=De%20par%20%l27%importance%20de,Produit%20Int%C%3A9rieur%20Brut%20(PIB))



En outre, la RDC est actuellement parmi les 54 pays africains qui ont signé l'Accord de la Zone de Libre-Échanges Continentales Africains "ZLECAF". Nous estimons qu'elle doit pour ce faire, mettre en avant plan son potentiel agricole avec des spécificités congolaises pour les biens exportables tels que le bois, le caoutchouc, le cacao, l'éthanol et bien d'autres qui sont tous des produits du secteur agricole de l'économie. Parce que ces produits font partie des matières premières nécessaires au bon fonctionnement des secteurs manufacturiers. Ce qui veut dire qu'encourager l'exploitation des hydrocarbures et surtout à grande échelle, pourrait handicaper le pays à être compétitif dans le sens de mettre en valeur son potentiel agricole.<sup>1</sup>



1. [https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/s-curit-alimentaire-niveau-de-production-agricole-et-animale#:~:text=De20%par20%l27%importance20%de,Produit20%Int%C%3A9rieur20%Brut20%\(PIB\)](https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/s-curit-alimentaire-niveau-de-production-agricole-et-animale#:~:text=De20%par20%l27%importance20%de,Produit20%Int%C%3A9rieur20%Brut20%(PIB))

# VI

## Conclusion





« La sauvegarde des écosystèmes suppose un regard qui aille au-delà de l'immédiat, car lorsqu'on cherche seulement un rendement économique rapide et facile, leur préservation n'intéresse réellement personne. Mais, le coût des dommages occasionnés par la négligence égoïste est beaucoup plus élevé que le bénéfice économique qui peut en être obtenu. Dans le cas de la disparition ou de graves dommages à certaines espèces, nous parlons des valeurs qui excèdent tout calcul. C'est pourquoi nous ne pouvons pas être des témoins muets de bien graves injustices, quand certains prétendent obtenir d'importants bénéfices en faisant payer au reste de l'humanité, présente ou future, les coûts très élevés de la dégradation de l'environnement » (Pape François).

L'exploitation des hydrocarbures, dont principalement le pétrole et le gaz a contribué de façon significative à l'émergence des économies des grandes puissances et de certains pays Africains, entre autres le Nigéria, l'Angola, pour ne citer que ceux-là.

Malgré cela, il existe une disparité entre les besoins économiques qui poussent à encourager l'exploitation de ses ressources et les besoins sociaux d'une part et d'autre part de la préservation de l'environnement pour garantir un développement durable en protégeant les intérêts des générations présentes et futures.

Suivant les expériences des pays qualifiés d'exploitant des hydrocarbures en commençant par les Etats-Unis jusqu'à ceux qui exploitent des faibles quantités comme la RDC, il est clairement démontré que ces activités comportent des grands impacts négatifs sur les différentes dimensions à savoir ; économiques par la création des dettes et l'hypothèque de l'avenir par des pratiques de accrues de corruption ; social par le fait que l'exploitation n'apportent pas forcément des changements des statuts et des vies des communautés.

Tout cela contribue fortement à leur appauvrissement et à la perte des éléments essentiels liés à leur existence à savoir les terres et les autres patrimoines

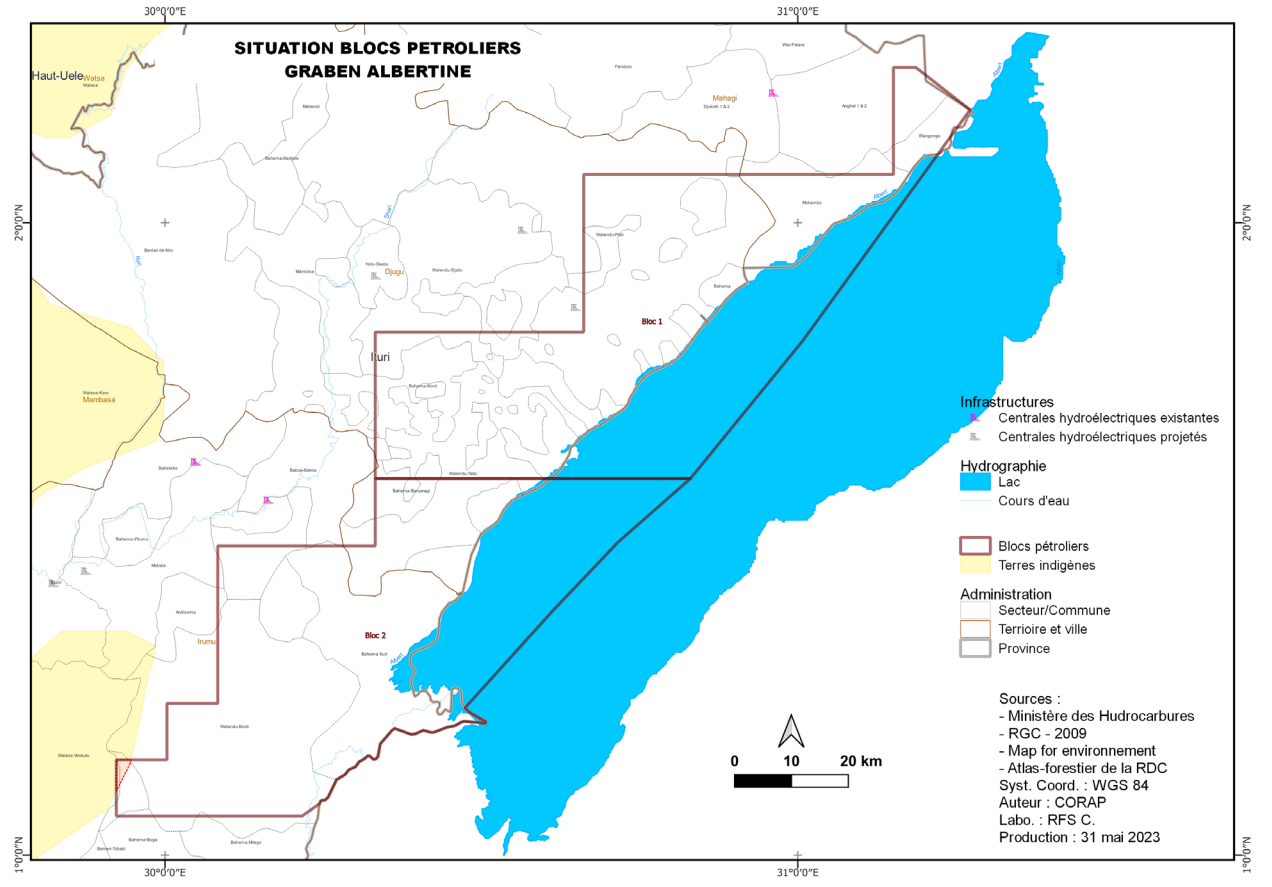
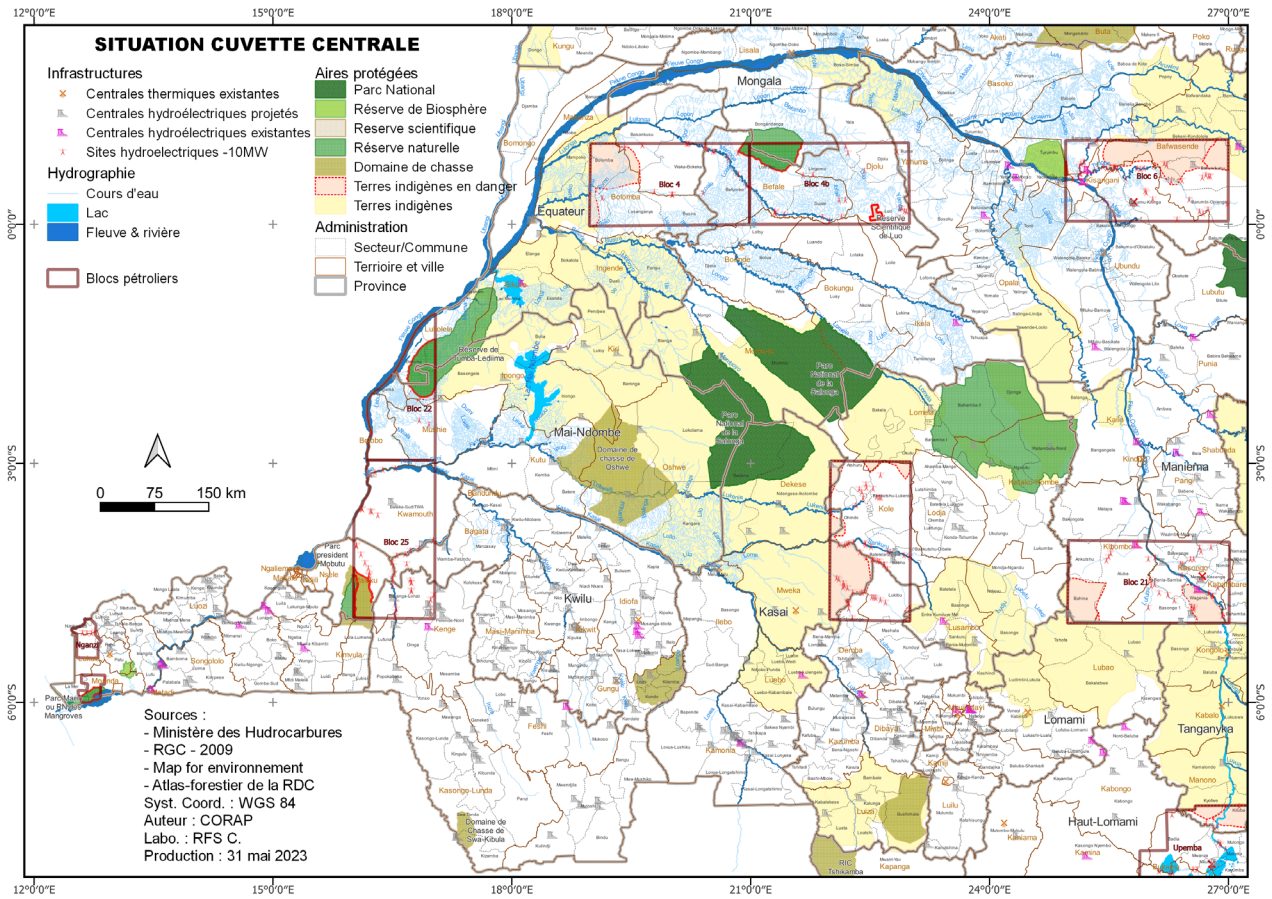
culturelles, coutumiers et spirituels ; ainsi que sur le plan environnement par la destruction des écosystèmes.

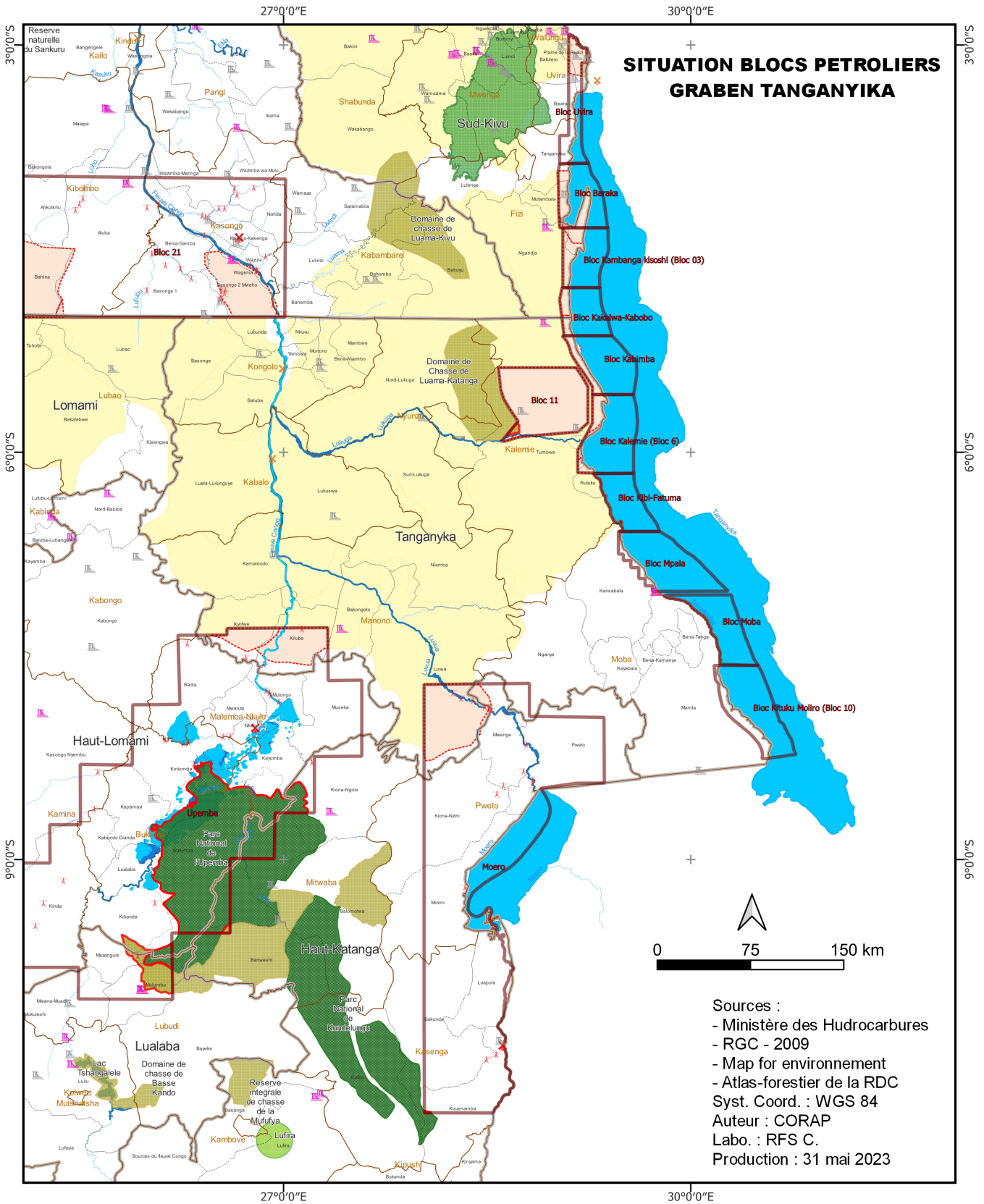
Lors du sommet virtuel des grandes économies mondiales sur l'énergie et le climat organisé par John Kerry, l'envoyé spécial américain pour le climat, le vendredi 17 juin 2022, le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, avait déclaré que : « Le monde a parié sur les combustibles fossiles et a perdu ! Aucun danger n'est plus imminent que d'étendre l'utilisation des combustibles fossiles. Même à court terme, cela n'a aucun sens politique ou économique ».<sup>1</sup>

Alors que la RDC est plus que jamais déterminée à lancer l'exploitation de ses blocs pétroliers et gaziers dans le but de résoudre le problème lié à la pauvreté de sa population, tout en développant une vision de placer la RDC comme "Pays Solution" au changement climatique.

Il existe une contradiction marquante entre la vision présentée et les actions sur terrain, parce que l'exploitation pétrolière est considérée par les autorités comme une aubaine économique, mais elle est incompatible avec les efforts pour prévenir les dommages irréversibles causés par le changement climatique et les catastrophes humaines.

1. <https://news.un.org/fr/story/1122002/06/2022>





Sources :  
 - Ministère des Hydrocarbures  
 - RGC - 2009  
 - Map for environnement  
 - Atlas-forestier de la RDC  
 Syst. Coord. : WGS 84  
 Auteur : CORAP  
 Labo. : RFS C.  
 Production : 31 mai 2023

**Infrastructures**

- Centrales hydroélectriques existantes
- Centrales hydroélectriques projetés
- Centrales thermiques existantes
- Sites hydroélectriques -10MW

**Hydrographie**

- Cours d'eau
- Fleuve & rivière
- Lac

**Aires protégées**

- Parc National
- Réserve de Biosphère
- Réserve naturelle
- Domaine de chasse
- Terres indigènes
- Terres indigènes en danger

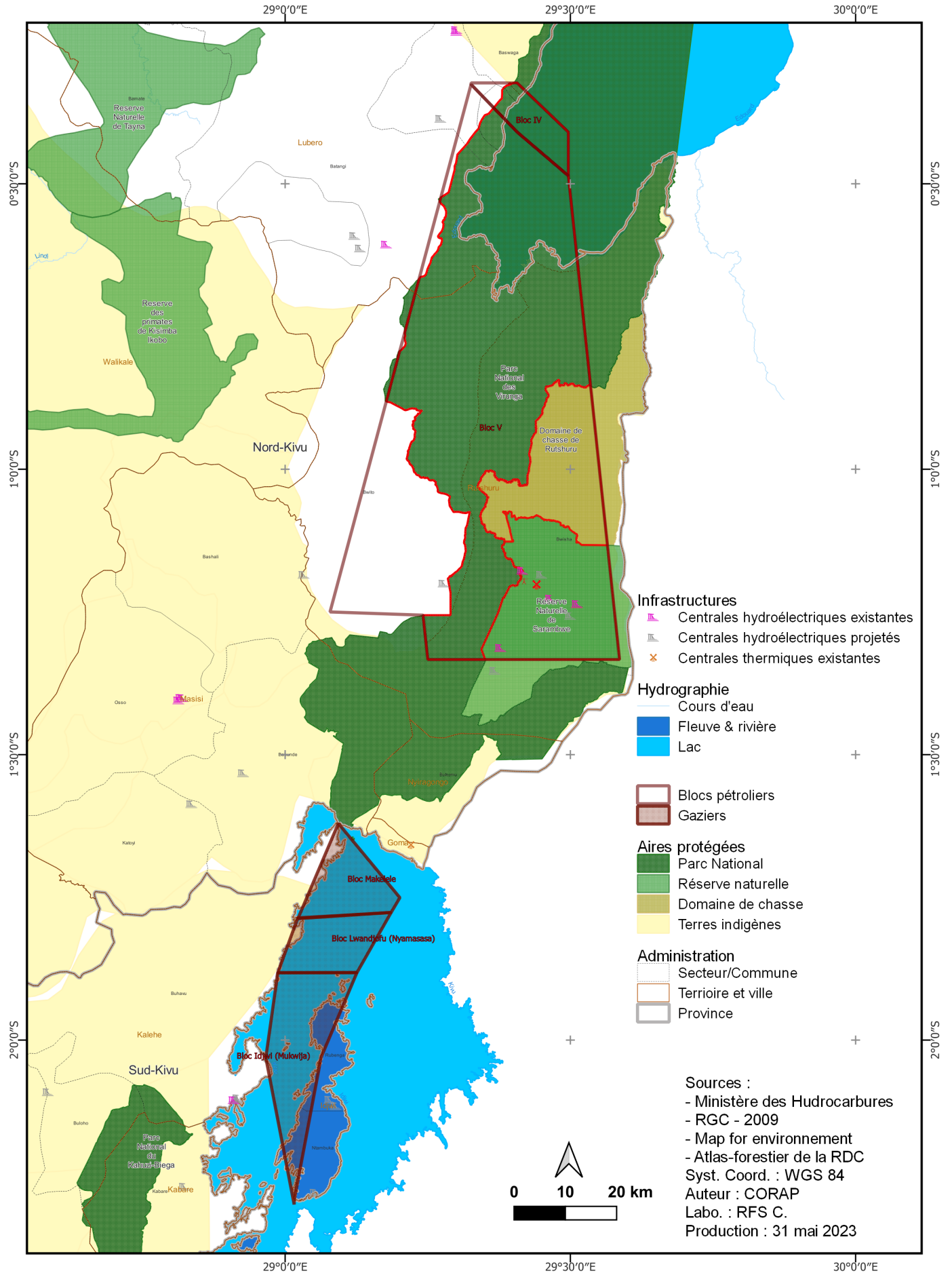
**Administration**

- Secteur/Commune
- Territoire et ville
- Province

- Blocs pétroliers



# SITUATION BLOCS GAZIERS LAC KIVU



- Infrastructures**
- Centrales hydroélectriques existantes
  - Centrales hydroélectriques projetés
  - Centrales thermiques existantes

- Hydrographie**
- Cours d'eau
  - Fleuve & rivière
  - Lac

- Blocs pétroliers**
- Blocs pétroliers
  - Gaziers

- Aires protégées**
- Parc National
  - Réserve naturelle
  - Domaine de chasse
  - Terres indigènes

- Administration**
- Secteur/Commune
  - Territoire et ville
  - Province

Sources :  
 - Ministère des Hydrocarbures  
 - RGC - 2009  
 - Map for environnement  
 - Atlas-forestier de la RDC  
 Syst. Coord. : WGS 84  
 Auteur : CORAP  
 Labo. : RFS C.  
 Production : 31 mai 2023



**CORAP**

Coalition des Organisations de la Société Civile  
pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique